

COMBATTRE

pour en finir avec le capitalisme



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire



*Sarkozy et l'UMP laminés aux Régionales,
mais pas un dirigeant syndical ou
politique de la classe ouvrière ne tire*

la conclusion qui s'impose :

SARKOZY DEHORS!

p. 2

*Crise du capitalisme :
La mise en avant
du patriotisme économique*

p. 15

**Retraites :
les arguments truqués
de la bourgeoisie**

p. 10

Contact :
ccit@cci-t.org
Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p. 21

Editorial :

Après la défaite de Sarkozy et de son gouvernement aux régionales,

LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIERES, PARTIS ET SYNDICATS, SE DISPOSENT POUR INTERDIRE TOUTE PERSPECTIVE DE COMBAT POUR LES CHASSER DU POUVOIR

IL FAUT LEUR IMPOSER D'APPELER A LA GREVE GENERALE

SARKOZY ET L'UMP LAMINES

Sarkozy, son gouvernement, ses ministres candidats et son parti l'UMP sont sortis complètement laminés des élections régionales. Ne recueillant que les voix de 17 % des inscrits, Sarkozy et l'UMP sont comme suspendus en l'air, privés de leur base politique. Une partie importante de leur électorat s'est réfugiée dans l'abstention pour marquer sa désapprobation et sa déception. Une autre partie, jugeant qu'il ne tapait pas assez fort, a voté Front National, entraînant dans douze Régions des triangulaires qui ont aggravé la déroute de l'UMP. Ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui la " minorité présidentielle " se déchire à belles dents. Le régime est entré dans une crise majeure.

LA SIGNIFICATION DES VOTES ET DE L'ABSTENTION OUVRIERE

De l'autre côté, la classe ouvrière s'est partagée entre un vote contre les candidats de Sarkozy et une abstention massive, dépassant parfois 70 % dans les quartiers populaires. Les votes de la classe ouvrière, bien loin des préoccupations régionales, n'ont été déterminés que par sa volonté de ne pas laisser le terrain aux représentants de Sarkozy. Mais nombre de travailleurs et de jeunes, en s'abstenant, ont marqué leur refus de suivre et de cautionner ceux qui, du PS au Front de Gauche en passant par les écologistes et jusqu'au NPA, ne leur ont proposé que des " solutions " régionales et d'attendre le déroulement du calendrier électoral jusqu'en 2012, à la place du combat centralisé pour en finir avec Sarkozy, sa politique et son gouvernement.

Au soir des résultats, les dirigeants du PS, du Front de Gauche, se sont bien gardés d'indiquer la seule conclusion qui s'imposait :

SARKOZY ET SON GOUVERNEMENT, DEHORS !

Au contraire, ils ont demandé que Sarkozy entende le message et change de politique. En défense des capitalistes et des banquiers, Sarkozy ne peut avoir qu'une politique, poursuivre et accentuer toutes les attaques contre les salariés, la jeunesse, les services publics etc. Sarkozy a confirmé le 24 mars qu'il ne changerait pas de cap.

Les dirigeants syndicaux ont entonné le même refrain, en donnant à la journée d'action du 23 mars l'objectif de faire pression sur le gouvernement pour obtenir de bonnes négociations sur les réformes en cours, dont celle des retraites. Et ils annoncent une prochaine journée d'action... dans deux mois !

Alors que Sarkozy et son gouvernement sont affaiblis, discrédités et rejetés par l'immense majorité de la population, tous les dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, se disposent pour interdire toute perspective de combat pour les chasser du pouvoir.

De plus en plus nombreux, les travailleurs, qu'ils soient ou non directement engagés dans la lutte, qu'ils soient ou non syndiqués, n'acceptent pas que les directions syndicales refusent d'appeler dans l'unité

POUR TOUTES LES REVENDICATIONS,

A LA GREVE GENERALE CONTRE LES PATRONS ET LEUR GOUVERNEMENT

Les directions syndicales n'en veulent pas ? La force existe pour le leur imposer ! Il faut l'organiser dans les usines, les bureaux et les facultés, localement et nationalement, voilà ce qui est nécessaire, voilà ce qui peut l'emporter !

Toutes les revendications se heurtent au même problème qui est politique : qui doit gouverner ? C'est ce problème que devra poser la grève générale à laquelle les travailleurs aspirent.

La logique du capitalisme en crise ne peut conduire qu'aux pires régressions. La mobilisation de toute la classe ouvrière et de la jeunesse dans la grève générale en défense de toutes les revendications devra mettre à l'ordre du jour le renversement du gouvernement des capitalistes, la constitution d'un gouvernement des travailleurs qui interdise les licenciements, exproprie les banques et les grandes entreprises, commence à réorganiser la production et l'économie en fonction des besoins et non plus de la sauvegarde du profit de quelques-uns.

L'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière, laisse le champ libre aux manœuvres, petites et grandes, de tous ceux qui, tout en se réclamant de la défense des salariés, permettent dans les faits à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir et de poursuivre son offensive. Le CCI(T) est un des éléments de la construction de ce parti révolutionnaire. Il propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.

La Direction du CCI(T), le 12 avril 2010.

COMMENT LA GREVE GENERALE DU GROUPE TOTAL A AVORTE

Pour s'opposer à la fermeture de la raffinerie Total de Dunkerque, dès le 12 janvier, les salariés se mettent en grève et occupent ensuite les locaux.

Les travailleurs des autres raffineries savent qu'après Dunkerque, d'autres raffineries sont menacées. Ils veulent combattre pour bloquer tout le dispositif et poussent les organisations syndicales à appeler à la grève de toutes les raffineries pour deux jours, les 17 et 18 février. Cette grève est massive.

Total pourtant ne recule pas.

Mais les travailleurs des raffineries ont entre les mains une arme redoutable : le blocage de toute l'activité économique.

Le 19 février, les assemblées générales votent la grève illimitée, débordant le dispositif syndical.

Le gouvernement est alors aux abois. Il redoute par-dessus tout que cette grève illimitée ne fasse tache d'huile. Il faut que tout cela s'arrête. Il ne peut demander à Total de céder. L'exemple serait trop contagieux. Il presse donc les dirigeants de Total de différer et de maquiller au mieux leurs décisions pour les rendre plus acceptables.

Le 23 février, Total déclare :

- qu'il maintient la fermeture de la raffinerie des

Flandres

- qu'il continuera « une activité » à Dunkerque et assurera le reclassement des salariés
- qu'il s'engage à ne pas fermer ni céder ses autres raffineries françaises au cours des cinq prochaines années.

Le plus important pour Total est d'abord de parvenir à fermer la raffinerie de Dunkerque. Le reste des promesses n'engage que ceux qui les croient.

Pourtant, qualifiant ces engagements « *d'avancées significatives* », les directions syndicales appellent à la reprise du travail dans les assemblées générales parfois houleuses et abandonnent en rase campagne les salariés de Dunkerque en les laissant seuls pour continuer la grève, s'ils le veulent...

Le gouvernement respire, le ministre Estrosi se félicite publiquement de l'attitude « très positive » de la CGT. La menace de la paralysie complète du groupe Total s'éloigne. Elle est remplacée par des tables rondes sur l'avenir de la filière associant patrons et syndicats dans le cadre bien rôdé du dialogue social et de la concertation.

COMMENT IMPOSER AUX DIRECTIONS SYNDICALES QU'ELLES APPELLENT DANS L'UNITE A LA GREVE GENERALE ?

La grève illimitée déclenchée par les salariés de Total, comme de nombreux autres mouvements récents, témoigne d'une volonté de combat grandissante de la classe ouvrière. Les travailleurs ont bousculé le dispositif des directions syndicales, mais ils ne sont pas parvenus à leur imposer l'appel à la grève générale de tout le groupe.

Tous les secteurs de la classe ouvrière et la jeunesse sont confrontés au même problème : comment obliger les dirigeants syndicaux à cesser de discuter avec les patrons et le gouvernement de leurs réformes, à cesser d'enfermer la mobilisation dans des journées d'action stériles, à casser les combats en les isolant les uns après les autres ?

Ce qui vient de se passer chez Total est exemplaire. Le danger était là : la grève illimitée de Total pouvait être l'amorce d'une grève générale de tous les travailleurs contre la politique du gouvernement et du patronat. Ce qui s'est passé démontre, au grand jour, que Sarkozy, son gouvernement et

les patrons ne peuvent avancer que grâce au refus des appareils syndicaux d'ouvrir une perspective de combat pour toute la classe ouvrière et la jeunesse.

Aujourd'hui, une fois la menace de la grève générale écartée, des appels à la convergence des luttes, celle des travailleurs de Philips à Dreux avec celle des travailleurs de Dunkerque etc. sont lancés.



Grève des travailleurs de Total Feyzin (février 2010)

Ces appels constatent « que la grève de Total n'a pas permis de régler la situation », comme si la faute en incombait aux travailleurs ! Pas un mot de la responsabilité des directions syndicales ! Il faut certes travailler à rassembler, à unir, ceux qui luttent mais cela ne suffit pas si de l'autre côté les directions syndicales maintiennent un cordon sanitaire qui mène leurs mobilisations à l'impasse. De plus en plus nombreux, les travailleurs, qu'ils soient ou non directement

engagés dans la lutte, qu'ils soient ou non syndiqués, n'acceptent pas que les directions syndicales refusent d'appeler dans l'unité au

TOUS ENSEMBLE, POUR TOUTES LES
REVENDEICATIONS,

A LA GREVE GENERALE CONTRE LES PATRONS ET
LEUR GOUVERNEMENT

Les directions syndicales n'en veulent pas ? La force existe pour le leur imposer ! Il faut l'organiser dans les usines, les bureaux et les facultés, localement et nationalement, voilà ce qui est nécessaire, voilà ce qui peut l'emporter !

Toutes les revendications se heurtent au même problème qui est politique. C'est le problème du gouvernement. C'est ce problème que devra poser la grève générale à laquelle les travailleurs aspirent.

La logique du capitalisme en crise ne peut conduire qu'aux pires régressions. La mobilisation de toute la classe ouvrière et de la jeunesse dans la grève générale en défense de toutes les revendications devra mettre à l'ordre du jour le

renversement du gouvernement des capitalistes, la constitution d'un gouvernement des travailleurs qui interdise les licenciements, exproprie les banques et les grandes entreprises, commence à réorganiser la production et l'économie en fonction des besoins et non plus de la sauvegarde du profit de quelques uns.

L'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière, laisse le champ libre aux manœuvres, petites et grandes, de tous ceux qui, tout en se réclamant de la défense des salariés, permettent dans les faits à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir et de poursuivre son offensive.

Les faits qui précèdent démontrent plus que jamais qu'il faut construire un tel parti. Le CCI(T) est un des éléments de cette construction. Il propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.

Direction du CCI(T), le 10 mars 2010.

Grève à la SNCF,

ENTRE COMBATIVITE DE LA BASE ET SABOTAGE DES APPAREILS

Depuis le mardi 6 à 20 h, une grève dure a commencée à la SNCF.

Cela faisait déjà plusieurs mois que l'interfédérale CGT/CFDT/UNSA/SUD baladait les cheminots dans des prétendues grèves « d'avertissement » de 24 h, sans jamais ouvrir véritablement les hostilités avec une direction qui organise méthodiquement la destruction de l'entreprise.

La base était remuante donc la CGT a du lancer un mouvement reconductible pour retrouver du crédit.

Mais pour enrayer le mouvement, un appel incompréhensible avait été lancé par la fédération CGT des cheminots : grève reconductible pour les contrôleurs, les conducteurs et les agents du Fret à partir du 06 avril et grève de 24 h pour les autres le 08 avril !

Les syndicats du fameux « pôle réformiste » (CFDT/UNSA) ont donc refusé de s'y associer, imités en cela par Sud-rail trop heureux de savonner ainsi la planche à la CGT quelques mois avant les élections professionnelles à la SNCF.

Stratégie électorale méprisable de la part d'un syndicat qui se prétend à l'avant-garde de la lutte de classe ; mais stratégie que les militants Sud (notamment les conducteurs et les agents du Fret) ont condamné en rejoignant massivement le mouvement, ce qui a contraint la fédération à rejoindre le préavis CGT au finish.

Autre victoire de la base sur les appareils, de nombreux syndicats CGT de base dans les régions ont littéralement débordé l'appareil fédéral pour lancer un mouvement reconductible « tous services » dans 7 régions sur les 26 que compte la SNCF !

Mais isolé et peu soutenu, le mouvement n'a pu à ce jour faire plier la direction qui refuse toujours de négocier dans un tel contexte économique et aussi politique, car le gouvernement Sarkozy ne peut plus se permettre de faire droit aux revendications des travailleurs d'où qu'ils soient, **il doit mettre l'ensemble de la classe ouvrière au pas afin de « réformer » le pays pour faire face à la crise tout en préservant la rente capitaliste !**

Voilà pourquoi, pour gagner, les cheminots en lutte doivent gagner la bataille de l'élargissement du conflit à l'ensemble des agents de la SNCF, **mais surtout la généralisation du combat contre le gouvernement à l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse**, pour porter l'exigence de la mise en place d'un gouvernement ouvrier capable de faire primer les besoins populaires sur ceux du Capital !

Nous tiendrons informés nos lecteurs des suites du conflit et des analyses que nous aurons à en tirer.

M.LENMURÉ, le 11 avril 2010.

Régionales 2010 :

UNE SEVERE DEFAITE POUR SARKOZY

Les élections régionales qui viennent de se dérouler en France les 14 et 21 mars 2010 ont marqué, sur ce terrain, une défaite sans précédent sous la V^e République du gouvernement Sarkozy.

En effet, au 1^{er} tour, les listes UMP n'ont rassemblé que 11,6 % des inscrits. Au 2^e tour, le rejet s'est amplifié mettant au tapis la dizaine de ministres se présentant sous les couleurs de l'UMP. A part l'Alsace, l'UMP ne détient plus aucune région en métropole. Des départements pourtant réputés bourgeois comme les Hauts-de-Seine (bastion du Sarkozisme) ainsi que de très nombreuses villes bourgeoises (Vincennes, Joinville, Charenton, etc) ont vu les listes

emmenées par le PS l'emporter.

C'est une première. Il y a eu un immense rejet du pouvoir central lors de ces élections.

En effet, le fait marquant, qui a participé pleinement à cette déroute de l'UMP, c'est l'abstention qui a atteint des sommets pour une élection à deux tours. Les pourcentages d'abstention sont proches du niveau record des élections européennes de 2009 (59,37 %). Mais surtout, jamais sous la V^e République une telle augmentation de l'abstention d'une élection de même type à une autre n'avait été observé : + 41,68 % d'abstention au 1^{er} tour entre 2004 et 2010. De même, + 42,27 % d'abstention au 2^e tour entre 2004 et 2010.

LES RESULTATS

Résultats du 1^{er} tour (14 mars 2010) en nombre de voix

<i>Nombre d'inscrits</i>	43 640 046	100 %	
<i>Abstention</i>	23 407 608	53,64 %	
<i>Vote</i>	20 232 451	46,36 %	
<i>Blancs et nuls</i>	756 738	1,73 %	
<i>Exprimés</i>	19 475 713	98,27 %	
Listes	Voix	% des inscrits	% des exprimés
Listes UMP	5 066 942	11,61 %	26,02 %
Listes PS	5 673 912	13 %	29,14 %
Listes EE	2 372 379	5,43 %	12,18 %
Listes FN	2 223 800	5,09 %	11,42 %
Listes FDG	1 137 250	2,61 %	5,84 %
Listes MoDem	817 560	1,87 %	4,20 %
Listes LO + Listes NPA	662 161	1,52 %	3,40 %
Listes DVG	548 999	1,26 %	3,06 %
Listes Divers	366 354	0,84 %	1,88 %
Listes DVD	241 151	0,55 %	
Listes Extrême Droite	173 269	0,40 %	0,89 %
Listes Régionalistes	146 118	0,33 %	0,75 %

Résultats du 2^e tour (21 mars 2010) en nombre de voix

<i>Nombre d'inscrits</i>	43 354 968	100	
<i>Abstention</i>	21 148 548	48,78 %	
<i>Vote</i>	22 206 420	51,22 %	
<i>Blancs et nuls</i>	1 013 554	4,56 %	
<i>Exprimés</i>	21 192 866	95,44 %	

Listes	Voix	% des inscrits	% des exprimés
Listes UMP	7 516 302	17,33 %	35,47 %
Listes PS	10 572 249	24,38 %	49,88 %
Listes EE (Bretagne)	207 435	0,48 %	0,98 %
Listes FN (12 régions)	1 943 463	4,48 %	9,17 %
Listes FDG-NPA (Limousin)	56 089	0,13 %	0,27 %
Listes MoDem	178 852	0,41 %	0,84 %
Listes DVG	715 625	1,65 %	3,38 %
Listes Régionalistes	127 326	0,29 %	0,6 %

Nombre d'élus à l'issue des élections

2004		2010	
20 régions pour le PS en métropole	2 régions pour l'UMP (Alsace et Corse) en métropole	21 régions pour le PS et DVG en métropole	1 région pour l'UMP (Alsace) en métropole
PCF	185	FDG (coalition autour du PCF)	126 (dont 95 PCF)
PS/PRG/DVG	714	PS/PRG/DVG	730
Verts	159	EE (coalition autour des Verts)	263
UDF	124	Modem	10
UMP	366	UMP	460
FN	156	FN	118
Div	12	Div	15

UNE ABSTENTION MASSIVE DE L'ELECTORAT DE SARKOZY

L'abstention du 1^{er} tour atteint 53,6 % (+ 14,4 points par rapport à 2004) soit 8 millions d'abstentionnistes en plus par rapport aux précédentes régionales où elle avait pourtant déjà culminé à 15 millions d'électeurs. C'est ce chiffre qui marque la situation politique (environ 8 millions d'électeurs potentiels sont aussi non inscrit sur les listes). L'abstention touche toutes les couches de la population, des paysans aux professions libérales, artisans et bien entendu une écrasante

majorité de travailleurs.

Une très grande partie des électeurs de l'UMP ayant voté Sarkozy à la présidentielle de 2007 s'est réfugiée dans une abstention qui exprime sa déception vis à vis de la politique de Sarkozy et de son gouvernement qui ne parvient pas à juguler la crise économique.

ET UNE ABSTENTION PLUS MASSIVE ENCORE DE LA CLASSE OUVRIERE

Néanmoins, elle est encore plus importante dans les régions et zones ouvrières fortement touchées par les fermetures d'usines liées à la crise du capitalisme.

L'ensemble de l'Est de la France est touché par cette vague abstentionniste : Lorraine 58,45 % (dont 62 % pour le département de la Moselle), Champagne-Ardenne 57 %, Nord-Pas-de-Calais 55 %, Rhône-Alpes 56,82 %, Ile-de-France 56,12 %, PACA 55,12 %, etc. Dans les quartiers ouvriers et populaires l'abstention frôle les 60 à 70 % : St Etienne (42) : 60,92 %, Calais (62) : 61,58 %, Marseille (13) : 58,19 %, Bobigny (93) : 70,73 %, Stains (93) : 71,44 %, Givors (69) : 68,1 %, Vénissieux (69) : 67,8 %,

Villeurbanne (69) : 62 % Vaulx-en-Velin(69) : 73 %, etc..

Au 2^e tour, elle se maintient à un très fort niveau dans la « ceinture rouge » parisienne : Gennevilliers (92) : 59,7 %, Villeneuve St Georges (94) : 62,73 %, Vitry sur Seine (94) : 59,81 %. Même phénomène dans les bastions ouvriers du reste de la France : Vénissieux (69) : 61,91 %, Behren-Lès-Forbach (57) : 66,77 %, Le Havre (76) : 58,29 %, Longwy (54) : 61,04 %, etc.

D'autres chiffres cités ci-dessous permettent de mieux apprécier sa progression depuis 1986, ainsi que sa structuration de classe.

L'abstention aux élections régionales

Année	Nombre de tours de l'élection	% d'abstention du 1 ^{er} tour
1986	1	22,1
1992	1	32,4
1998	1	42,3
2004	2	39,2
2010	2	53,6

L'abstention depuis 1986 et la première élection régionale ne fait que croître à l'exception de 2004, où l'on assiste à une mobilisation plus importante des travailleurs contre le

gouvernement Chirac-Raffarin dans le cadre d'un mouvement de montée des masses qui verra le rejet populaire du référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005.

Sondage à la sortie des urnes sur l'abstention du 1^e tour et sa structuration (cité par l'Humanité)

Ouvriers	69 %
Employés	64 %
Jeunes de 18 à 34 ans	72 %

LA SIGNIFICATION POLITIQUE DE L'ABSTENTION OUVRIERE

L'ensemble de la classe politique prétend que cette abstention proviendrait d'une dépolitisation de la société. Or lors du référendum de 2005 sur le Traité Constitutionnel Européen, 79% des ouvriers et 67% des employés ont voté ! En réalité, la très forte abstention ouvrière indique que les masses prises à la gorge par les ravages de la crise économique n'ont trouvé aucune perspective ni solution dans les programmes des organisations politiques qui se réclament de la classe ouvrière.

Comment interdire les licenciements, comment interdire les suppressions de poste, comment régler les questions de logement, du chômage de masse etc... ? A toutes ces questions vitales et immédiates qui appellent le combat centralisé de toute la classe ouvrière contre le capitalisme et son gouvernement, étaient opposés des programmes régionaux dont les travailleurs savent qu'ils ne peuvent en aucun cas constituer une réponse politique

VOTE UMP : UN DESASTRE ELECTORAL

Comme nous l'avons vu, le parti central de la bourgeoisie française, qui a tenté d'unifier la bourgeoisie en intégrant des morceaux importants de la défunte UDF (Le Nouveau Centre) mais aussi les chasseurs de CPNT et l'extrême droite Villiériste (MPF) ne récolte que 11,6 % des inscrits au 1^e tour. Dans la tradition bonapartiste, en forçant le trait d'humour, on peut affirmer que c'est une véritable Berezina.

Le parti de la bourgeoisie a été touché de plein fouet par l'abstention politique de son camp. Le 2^e tour n'a pas permis à l'UMP de sauver les meubles comme elle l'espérait, même si elle l'emporte de justesse en Alsace et par défaut dans deux DOM (Guyane et La Réunion).

Il est à noter que les ministres qui se présentaient réussissent

des résultats calamiteux. Ils sont tous battus.

C'est le cas pour trois ministres candidats emblématiques du gouvernement par leurs réformes destructrices : Xavier Darcos, ancien ministre de l'enseignement et du travail réussit le pire score de l'UMP au 2^e tour en ne réunissant au final que 28,01 % des exprimés. Idem pour la ministre de l'enseignement supérieur Valérie Pécresse qui réalise un score de 43,3 % en Ile de France. Enfin, Bruno Le Maire, le ministre de l'agriculture ne réalise que 30,70 % en Haute-Normandie.

A la sortie de ces élections, Sarkozy et l'UMP sont laminés : la majorité présidentielle s'est transformée en « minorité présidentielle » privée de sa base politique.

VOTE PS : UNE VICTOIRE EN TROMPE L'ŒIL

Le vote PS est un vote en trompe l'œil. Certes, le PS se ressaisit au 1^{er} tour par rapport aux Européennes de 2009, où il avait touché le fond, mais son résultat est en baisse sensible par rapport à 2004 (5,7 millions de voix en 2010 contre 9,5 millions de voix en 2004 – même si à l'époque le PS avait constitué des listes unitaires PS-PCF-Verts-DVG dans la majorité des régions).

En fait, il faut bien se garder de regarder les simples pourcentages de votes exprimés qui sont en sa faveur et qui masquent cette réalité. Le PS comme les autres partis a été touché par la vague de l'abstention.

Il s'en sort tout simplement un peu mieux mais certainement pas plus renforcé par une nouvelle dynamique.

Au 2^e tour, les chiffres sont encore plus parlant : le PS avait rassemblé en 2004 12,9 millions de voix contre 10,5 millions en 2010 soit une perte sèche de 2,4 millions de voix (un peu moins en considérant le cas particulier du vote du dissident Frêche en Languedoc-Roussillon). Pire, si l'on considère pour ce 2^e tour les inscrits : en 2004, « la gauche » autour du PS représentait 31,47 % des inscrits, en 2004, elle n'en représente plus que 26,16 %.

VOTE EUROPE ECOLOGIE : LA FONCTION CENTRALE DE CE VOTE

Le vote en faveur de cette nouvelle coalition de partis et de mouvements bourgeois et petits-bourgeois est en recul par rapport aux européennes de 2009. En effet, à cette période, Europe Ecologie avait drainé 2,8 millions d'électeurs contre 2,3 millions pour le 1^{er} tour des régionales. L'abstention ainsi que le rééquilibrage des votes en faveur du PS peut expliquer ce phénomène d'érosion. En 2004, le principal parti de cette coalition, Les Verts, s'était présenté alors en alliance avec le PS.

Ceci dit, il est intéressant de constater que EE, coalition bourgeoise, occupe peu ou prou l'espace politique imparti au MoDem et qu'un chassé croisé s'est opéré depuis 2007 dans les résultats entre ces deux formations. Mais par son positionnement plus « à gauche », plus social-démocrate compatible, EE a déjà réussi à prendre une position centrale dans la future coalition du PS : « la gauche solidaire ». A noter qu'en son temps le vieux parti radical avait cette fonction dans les coalitions de type front populaire.

VOTE FN : PAS DE REMONTEE ELECTORALE

Contrairement à la fable véhiculée par les media ainsi que par les principales directions des partis se réclamant de la défense des travailleurs (PS, PCF, NPA, etc) ou de la bourgeoisie (UMP, MoDem, EE), il n'y a pas de remonté du FN. En fait,

cet argumentaire qui permet de masquer la très forte abstention populaire ne résiste pas à une étude plus poussée des chiffres.

Pour preuves ces premiers chiffres :

2004	3 564 064	14,70 % exprimés (8,69 % des inscrits)
2010	2 823 800	11,42 % des exprimés (5,12 % des inscrits)

En outre, en 2004, le FN avait franchi la barre des 10 % qui



Buffet, Aubry et Duflot : vers la « gauche solidaire » ?

lui permettait de se maintenir au 2^o tour dans 17 régions. En 2010, il ne l'a franchie que dans 12 régions, ce qui au passage a aggravé la déroute de l'UMP.

Il faut aussi remarquer que là où l'UMP n'était pas en mesure

de l'emporter, une partie des abstentionnistes issus des rangs de l'UMP se sont pour partie redirigés vers le FN au 2^o tour. Mais pas intégralement. Par contre, là où l'UMP était en mesure de l'emporter (en Alsace en particulier), le FN a régressé au 2^o tour, le vote utile faisant de nouveau progresser l'UMP.

Le FN est en moyenne à 17 % des exprimés sur ces 12 régions. Mais il baisse par rapport à 2004 si l'on considère les pourcentages par rapport aux inscrits. Il subit comme tous les autres partis politiques une perte sèche par rapport à 2004 estimée à 1 340 259 voix. C'est même en voix le plus bas score du FN à une élection à deux tours depuis 1983 ! Il perd 35 sièges par rapport à 2004. Ceci dit, ce regain apparent pour le FN a été rendu possible par un programme clair et radical, populiste dans la forme, qui a, en partie, récupéré des électeurs des couches populaires partis chez Sarkozy en 2007.

Pour compléter sur cette question du FN, quelques exemples de régions phares pour le FN, où l'on se rend compte que ce parti perd des voix par rapport à 2004 sur les deux tours :

Pas-de-Calais

Carl Lang (2004)	1 ^{er} tour		2 ^o tour	
	290 908	17,94 % des exprimés, 10,42 % des inscrits	336 434	19,73 % des exprimés, 12,06 % des inscrits
Marine Le Pen (2010)	1 ^{er} tour		2 ^o tour	
	224 871	18,31 % des exprimés, 7,83 % des inscrits	301 201	22,20 % des exprimés, 10,49 % des inscrits

Conclusion : - 66 037 voix au 1^{er} tour, - 35 233 voix au 2^o tour

PACA

Guy Macary (2004)	1 ^{er} tour		2 ^o tour	
	415 171	22,95 % des exprimés, 13,51 % des inscrits	409 786	21,01 % des exprimés, 13,34 % des inscrits
Jean Marie Le Pen (2010)	1 ^{er} tour		2 ^o tour	
	296 283	20,3 % des exprimés, 8,85 % des inscrits	387 481	22,57 % des exprimés, 11,57 % des inscrits

Conclusion : - 118 888 voix au 1^{er} tour, - 22 305 voix au 2^o tour

Cependant, pour les couches de la petite bourgeoisie les plus fragilisées par la crise économique, celles-là même qui ont cru en 2007 que Sarkozy pouvait les sortir du marasme, le FN avec un programme clair et radical devient ou redevient une

option politique crédible. D'autant plus qu'il n'y a pas du côté de la classe ouvrière de programme clair et radical avançant les solutions ouvrières.

VOTE FRONT DE GAUCHE : LE DECLIN DU PCF SE POURSUIT

Le Front de Gauche réalise un score de 1 098 594 voix sur 17 régions où il se présentait, soit 6,95 % des exprimés, 5,8 % si on considère l'ensemble du territoire mais simplement 2,6 % des inscrits (pour l'ensemble des résultats). Bien loin « d'un score à deux chiffres » souhaité par Buffet au début de la campagne.

Là aussi on est très loin d'un coup d'arrêt à l'érosion du vote PCF.

Le PCF, ainsi que ses alliés du moment : sociaux-démocrates de Mélenchon (PG) et gauchistes de toutes variétés (GU, PCOF, RCC, etc.) ne réussissent pas à enrayer la chute du PCF en particulier dans les milieux ouvriers et populaires. L'abstention le touche de la même façon que tous les autres partis issus du mouvement ouvrier mais aussi le vote utile en faveur du PS.

Dans ce schéma, il y a trois exceptions notables où le FDG en présentant une ligne d'apparence plus radicale et en rupture avec le PS (mais restant sur le terrain du réformisme) progresse de façon importante : l'Auvergne, la Corse et surtout le Limousin où le FDG s'est maintenu au second tour en alliance avec le NPA et a fortement progressé dans le cadre d'une triangulaire.

Quant aux dirigeants du PCF et du PG, initiateurs du FDG,

ils se glorifient d'avoir progressé par rapport aux européennes de 2009, où ils avaient pourtant eu le même résultat.

L'autre donnée qui semble ravir les dirigeants de ce front, c'est d'avoir de nouveau pris l'avantage sur le terrain des élections sur leurs concurrents de gauche du NPA. Mais la crise, momentanément gelée depuis 2007, a repris au sein du PCF avec le départ en masse d'élus « refondateurs » communistes au lendemain du 21 mars, ainsi que par la perte de plus de la moitié du nombre des élus régionaux (95 sont conservés sur 178) ce qui vaut un vent de fronde de la part de ces élus et une inquiétude de la direction du parti.

Dans son rapport post-électoral, Pierre Laurent du PCF précise :

« Nous ne pouvons banaliser cette perte d'élus. Ce n'est pas à nos yeux le prix à payer pour notre stratégie. [...] Cela marque une des limites du rassemblement que nous avons pour le moment réussi à construire ».

Cette question des élus semble être le principal frein à la continuation du Front avec de sérieux tiraillements avec le Parti de Gauche.

VOTE NPA : UN DESAVEU CINGLANT DE SA LIGNE REFORMISTE

Le NPA continue sa dégringolade électorale (2,3 % des exprimés). Elle fait suite aux mauvais résultats des européennes de 2009. Même la candidature francilienne d'Olivier Besancenot se retrouve dans des étiages très bas, proches de ceux de l'ancienne LCR (3,13 % des exprimés).

En fait, en l'absence de ligne politique réellement révolutionnaire qui puisse être un point d'appui national pour la centralisation de toute la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son gouvernement et par sa couverture des journées d'action à répétition, le NPA subit pleinement

l'abstention populaire et ouvrière.

Il n'est pas perçu comme une solution et une perspective possible. Il est au final considéré comme un parti réformiste de plus (certes plus radical) au même titre que le FDG ou que le PS. Une crise politique semble s'ouvrir en son sein avec de nombreux départ (sur la pointe des pieds) de militants et des tiraillements entre plusieurs courants. Quant à LO, ce parti ouvrier obtient les résultats les plus faibles depuis plus de 40 ans, confirmant sa marginalisation sectaire (1,1 % des exprimés).

UNE CRISE POLITIQUE PROFONDE DEBUTE EN FRANCE

La crise du capitalisme a produit ses effets sur les élections régionales avec une abstention record qui touche toutes les formations politiques. Les partis bourgeois UMP et MoDem sont lourdement sanctionnés. L'assise électorale de l'UMP s'est effondrée, ce qui rend le gouvernement Sarkozy d'autant plus illégitime et aussi très fragile.

Pourtant, le gouvernement va poursuivre sa politique car au soir du 2^e tour, les dirigeants du PS et du FDG se sont bien gardés d'indiquer la seule conclusion qui s'imposait : « Sarkozy et son gouvernement dehors ! »

Pour autant la social-démocratie traditionnelle (PS et FDG) ne sort pas plus renforcé de ces élections même s'ils pâtissent dans une moindre mesure du rejet de la part des classes populaires. De la même façon, en l'absence d'un programme politique révolutionnaire, les partis se situant à la gauche du PS et du FDG s'effondrent.

C'est le cas du NPA qui continue sa dégringolade électorale en ayant mis en avant un programme de type réformiste entièrement axé sur le terrain régional, teinté de radicalisme. Sans parler de la marginalisation politique de LO qui n'a pas donné de perspectives politiques à la classe ouvrière.

Pour ce qui concerne le Front National, il se ressaisit tout comme le PS par rapport aux Européennes de 2009 mais il subit lui aussi un important recul politique par rapport à 2004.

Ces éléments témoignent d'un processus de crise politique importante. Dans tous les cas, la démocratie bourgeoise semble de plus en plus illégitime pour une grande majorité de travailleurs et de jeunes. C'est un nouvel élément politique à prendre en compte dans le cadre de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Bruno MARIE-ROSE, le 04 avril 2010.

Sur les retraites :

CONTRE L'ARGUMENTAIRE DU VIEILLISSEMENT

L'argument principal mis en avant pour justifier l'allongement de la durée de cotisation est le vieillissement de la population. Le nombre d'actif servant à alimenter les retraites serait en diminution. Il serait passé de 4 actifs pour un retraité dans les années 70 à 2 actifs pour un retraité actuellement.

Le vieillissement de la population et son arrivée de plus en plus tard dans la production en raison d'une formation de plus en plus longue est une réalité, créant deux périodes dans la vie des producteurs où ceux-ci ne sont pas immédiatement rentables pour le capital.

Mais il est nécessaire de regarder de plus près la question du nombre d'actifs nécessaires pour assurer l'alimentation des retraites.

La formule « *combien d'actifs pour un retraité* » semble faire recette tant elle est répétée par le gouvernement, les économistes et les journalistes. Les dirigeants de nos organisations syndicales s'y rallient également volontiers, ce qui fournit une voie royale au gouvernement pour ces réformes destructrices.

Qu'en est-il ?

- Quand on compte le nombre d'actifs, c'est pour mesurer la production de richesses par actif dont une partie seulement servira à alimenter les pensions nécessaires aux retraités.

Mais cette capacité de production varie entre les producteurs et surtout dans le temps. Il n'y avait pas de retraite au moyen-âge, car le travail était si peu productif – en particulier le travail de production de nourriture par la paysannerie- qu'il suffisait à peine à nourrir les paysans eux-mêmes, les quelques seigneurs et leurs hommes d'armes ainsi que les représentants de l'église, tous parasites de la classe

productrice..

- La capacité productive, la « productivité » a augmenté au fil du temps et c'est surtout le passage au capitalisme qui la développe de manière très importante. La France n'échappe pas au phénomène :



Source INSEE : <http://www.insee.fr/fr/default.asp>

- L'argument qui consiste à comparer simplement le nombre d'actif par retraité dans les années 70 (4 pour 1) et actuellement (2 pour 1) est mathématiquement faux, puisqu'il faut prendre en compte la productivité différente de ces actifs. Les actifs des années 70 étaient en effet beaucoup moins productifs que maintenant, en raison de l'informatisation et de la mécanisation. Le tableau suivant issu de la base de données de l'OCDE¹ est catégorique : là où il fallait 3 producteurs, il n'en faut plus qu'un seul pour produire les mêmes richesses. Dit autrement un travailleur produit en moyenne 3 fois plus qu'en 1970.

Productivité du travail taux de croissance annuel cumulé					
	1971	1978	1988	1998	2008
France	104,8	141,5	194,2	230,1	268,4
Allemagne	104,3	138,7	168,9	221,8	254,8
Royaume-Uni	104,9	126,4	156,2	193,7	237,9
Etats-Unis	103,9	116,4	131,7	152,0	187,8
Pays du G7	104,1	129,2	157,2	191,2	230,8

Source : OCDE

- On peut vérifier en passant que le fruit de cette productivité croissante est loin d'être tombé dans la poche des travailleurs : les salaires sont loin d'avoir été multipliés - en valeur d'achat constante- par trois depuis les années 70 !!
- Mais pour en avoir le cœur net sur la question des retraites, la productivité moyenne ne suffit pas, il faut encore connaître le nombre total d'heures travaillées sur la même période, information fournie par la même OCDE :

Heures travaillées pour l'emploi total (en millions)						
	1970	1971	1978	1988	1998	2008
France	43227	43356	41320	37307	38033	39901
Allemagne	65459	64674	58993	58807	56992	57583
Royaume-Uni	48079	46695	45555	46879	46484	48676
Etats-Unis	156545	155831	179699	212563	248660	259873
Pays du G7	492180	489230	505648	551060	579957	595278

Source OCDE

En multipliant productivité par nombre d'heures travaillées, on constate alors que la valeur de la production a augmenté, quelques fois moins vite que la productivité, mais a augmenté de manière considérable. Comme le montre le tableau suivant, la production française a augmenté de 248 pour cent par rapport aux années 70 bien que la durée du travail total ait diminué.. Largement de quoi payer les

retraites à venir !!! Un actif d'aujourd'hui produit 2,5 fois plus qu'un actif de 1970 ; si 4 actifs finançaient un retraité en 1970, la productivité de 2 actifs d'aujourd'hui devrait donc pouvoir financer 1, 25 retraité. On est donc loin des chiffres catastrophistes avancés par le gouvernement et son auxiliaire le Comité d'Orientation des Retraites.

Evolution de la puissance de la production sur la base de la productivité 1970							
	1970	1971	1978	1988	1998	2008	Evolution 2008/1970
France	43227	45437	58475	72452	87505	107102	+248%
Allemagne	65459	67455	81818	99296	126404	146716	+224%
Royaume-Uni	48079	48983	57581	73244	90048	115815	+241%
Etats-Unis	156545	161908	209150	279974	378074	488164	+312%
Pays du G7	492180	509288	653473	866229	1109061	1373836	+279%

- Les raisons de la stagnation du nombre d'heures travaillées sont à mettre au compte de l'engorgement du système capitaliste qui, une fois atteinte une forte productivité, doit maintenir et bloquer la production par l'expulsion hors de la production de millions de producteurs et l'instauration d'un chômage de masse.

Le gouvernement va sans aucun doute mettre sur le compte des 35 heures cette baisse du nombre d'heures travaillées, mais une lecture attentive des chiffres date de la fin des années 70, de la fin des « trente glorieuses » et que les 35 heures ne sont en fait qu'une conséquence de ce fait : la production est maintenue à un niveau acceptable pour le capital : il fallait déjà éviter la crise de surproduction et maintenir un profit maximum en réduisant le nombre de salariés. C'est ainsi que le journal La Tribune pouvait titrer dans son édition du 4 février 2010 :

« La productivité non agricole a progressé de

6,2% au quatrième trimestre aux Etats-Unis, et de 2,9% l'an dernier, sa plus forte hausse depuis 2003. En revanche, les nouvelles inscriptions au chômage sont remontées de manière inattendue au cours de la semaine close le 30 janvier, avec le dépôt de 480.000 demandes d'allocations. »

- Et aujourd'hui, la baisse du nombre de producteurs, voulue par un capitalisme moribond est mise en avant pour justifier la baisse des retraites (le recul de l'âge de départ revenant à cela), manière de maintenir le profit tout en maintenant le niveau de la production.
- Cette spirale est, dans le cadre de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, inéluctable. Seul un déblocage de la production par la destruction de la propriété privée des moyens de production permettrait de partager le travail et d'assurer une retraite convenable à tous les producteurs.

Victor MAURICE, le 06 avril 2010.

1 : base de données de l'OCDE : <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr>

PATRIOTISME ECONOMIQUE, PROTECTIONNISME ET IDENTITE NATIONALE

« Sarkozy, au moins, il a des c... Il défend l'industrie française ! »

(Frédéric Imbrecht numéro deux de la CGT cité par Le Nouvel Observateur)

La crise fondamentale dans laquelle s'inscrit le capitalisme ouvre et ouvrira la porte au nationalisme le plus réactionnaire, chauvinisme volontairement propulsé par la bourgeoisie suivant deux aspects essentiels :

- la nécessité pour les capitalismes nationaux de diviser leurs prolétariats et d'en opposer les différentes parties
- la nécessité parallèle de lier chaque prolétariat au sort de sa propre bourgeoisie.

Il convient en effet pour chaque capitalisme national de constituer une base de repli la plus sûre possible dans le combat acharné que se mènent les nations capitalistes avancées dans un contexte d'aggravation de la crise et de la concurrence. Il est leur donc indispensable de détourner le combat de classe vers d'autres cibles que le capital (en général les travailleurs immigrés font parfaitement l'affaire) et de promouvoir la collaboration de classe la plus éhontée, sous couvert de défense de la production industrielle et de

ses ouvriers.

Cette démarche n'a rien d'étonnant de la part de la bourgeoisie, en particulier française. Malheureusement la plupart des organisations qui se réclament de la « Gauche » s'y rallient avec empressement. Cet article veut s'employer à démonter ces tentatives d'obscurcissement de la pensée des travailleurs dans la constitution d'un « patriotisme économique » engageant de concert le capital et le travail. Il est en effet significatif que les directions des organisations se réclamant de la défense de la classe ouvrière, notamment celles des syndicats, se rangent aujourd'hui derrière la défense de l'économie nationale, au nom bien entendu de la défense des emplois. C'est vrai aux USA comme en Allemagne ou en France où la direction de la CGT s'est employée dès le début 2009 dans une grande campagne pour la défense de l'industrie française aboutissant finalement... à la tenue des Etats Généraux de l'Industrie sous la houlette de Sarkozy !

UN CHAUVINISME DE CRISE

De tout temps le capitalisme a développé le chauvinisme le plus effréné, structuré qu'il est par la concurrence qui fait de l'**autre** – l'**autre** entreprise capitaliste, l'**autre** pays capitaliste - l'ennemi à abattre. De tout temps également le mouvement ouvrier, plus particulièrement marxiste à mené bataille contre le nationalisme.

La formule fondatrice de Marx « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* » est claire : Unissez-vous contre le capital, pour le socialisme. Le capitalisme passant au 20^{ème} siècle du stade ascendant à son stade final actuel, l'impérialisme, cette question du nationalisme s'est aiguisée et le combat des marxistes sur ce point s'est amplifié.

En effet il y a une différence entre la période initiale de libre concurrence, qui laissait à chacun la possibilité de développer une production sans rencontrer immédiatement de concurrence et la période actuelle où l'économie capitaliste est mondialisée : une poignée de nations riches sont en butte à la surproduction continuelle. C'est bien dans

ce contexte que nous assistons d'un côté à l'appel aux forces de police par la direction de la CGT pour expulser les travailleurs immigrés sans papier et de l'autre au développement du « patriotisme économique », expression utilisée pour la première fois par le Premier ministre Dominique de Villepin le mercredi 27 juillet 2005 au cours d'une conférence de presse à la suite des rumeurs d'OPA hostile sur Danone.

Pour fournir un ciment idéologique à toute l'opération, présidence de la république et gouvernement aux ordres de la bourgeoisie montent la campagne pour l'identité nationale et tentent désespérément de ressouder autour de lui une frange significative de l'électorat, sans grande réussite pour l'instant.

Les développements de la crise économique vont sans conteste amener une aggravation de la concurrence, aboutissant à une affirmation toujours grande du protectionnisme

LA SOLUTION : NI LE PROTECTIONNISME ...

De nombreux exemples montrent aujourd'hui que le capitalisme pourrissant pratique, tout en s'en défendant, le protectionnisme. Par exemple nous voyons la Chine s'indigner des obstacles mis par les USA à ses exportations de pneumatiques et à l'inverse les USA s'offusquer de la faiblesse du yuan et du verrouillage des investissements étrangers par les autorités chinoises.

Le capitalisme français est en proie aux mêmes difficultés et oscille entre les besoins d'ouverture de l'union européenne et une politique purement protectionniste. Chaque fermeture d'entreprise délocalisée donne lieu à des propos protectionnistes du gouvernement français. Christian Estrosi, maire de Nice et ministre de l'industrie depuis 2009, s'est exprimé le 23 février 2010 dans une vidéo publiée par Le

Figaro en faveur d'un « *patriotisme industriel* » français. Et si l'on condamne ici où là le dumping social pratiqué par les pays exportateurs comme la Chine, c'est pour mieux oublier que nous sommes les grands spécialistes de cette démarche :

« Certains disent : « *Il faut baisser les charges* ». La réalité, Mesdames et Messieurs les maires, vous la connaissez bien, c'est que notamment sur les bas salaires, tous les gouvernements, depuis des années, ont allégé les charges qui pèsent sur les entreprises. Il n'en reste quasiment plus. Aujourd'hui, si l'on voulait baisser les charges patronales sur les bas salaires, il faudrait baisser les cotisations que paient les entreprises pour financer les retraites de nos concitoyens. » Discours du premier ministre F Fillon

au 92 congrès des maires de 2009

En cette période de crise tout l'échiquier politique est attiré par la mise en œuvre du protectionnisme. Cela va du Front National « *Seul un changement complet de politique économique nous permettra de mener une vraie bataille de l'industrie, sous l'impulsion d'un Etat stratège : lutte contre les délocalisations via l'instauration d'écluses douanières,...* » Communiqué de presse de M Le Pen 22 février 2010, jusqu'aux organisations traditionnelles de la gauche qui se distinguent seulement en ce qu'elles proposent de mener cette politique protectionniste au niveau européen. Ainsi le Parti de Gauche qui écrit dans sa profession de foi aux européennes :

« Propositions choisies pour être clivantes avec la droite et le PS :

Contre le dumping social et les délocalisations : pour un bouclier douanier européen qui dissuade les délocalisations et qui taxe intelligemment les importations en fonction de critères sociaux et environnementaux »

Mais à quoi aboutit en fait en système capitaliste le protectionnisme ? Ce qui peut-être une phase progressiste du capitalisme naissant n'est plus actuellement qu'une preuve de sénescence :

« Pour un jeune pays capitaliste au début de son développement, le protectionnisme peut être une phase inévitable et favorable au progrès. Mais pour le plus vieux pays industriel, dont l'industrie, établie de matière à desservir le marché mondial, eut un caractère offensif et conquérant, le passage au

...NI LE LIBRE-ECHANGE

Malheureusement pour nous, l'opposé du protectionnisme, le libre-échange n'est pas plus une solution à la crise que nous vivons. Il faudrait au capitalisme revenir à un stade qu'il a depuis longtemps abandonné.

Le libre-échange, caractéristique du capitalisme ascendant jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle, mais également de la période dite des « Trente Glorieuses » de reconstruction des économies dans l'après-guerre est, par la concentration de la

LA POSITION DES MARXISTES

Déjà, au début du 20^{ème} siècle, les marxistes renvoyaient dos à dos les deux impasses. Lénine propose dans son ouvrage L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, la citation suivante du Capital Financier de l'auteur marxiste Hilferding :

« Ce n'est pas l'affaire du prolétariat, écrit Hilferding, d'opposer à la politique capitaliste plus progressive la politique dépassée de l'époque du libre échange et de l'hostilité envers l'Etat. La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenue

protectionnisme est l'attestation historique du début d'un processus mortel, et signifie pratiquement dans la situation mondiale actuelle, la protection des branches de l'industrie les moins viables, au détriment des autres, mieux adaptées au marché mondial ou intérieur. On ne peut opposer au programme du protectionnisme sénile du parti de Mr. Baldwin que le programme pratique de la Révolution socialiste, et non le libre-échange, non moins sénile, non moins mort. » Trotsky Où va l'Angleterre 1925

Cette démarche, redoutée des économistes bourgeois eux-mêmes entraîne pis qu'elle soulage, et exprime un repli sur soi des économies nationales. Elle conduit à la dislocation du marché mondial.

Son premier effet est de renchérir immédiatement et considérablement le coût de la vie en :

- Protégeant des secteurs de production non compétitifs, donc ceux qui ont les coûts de production les plus élevés.
- Taxant les importations les plus compétitives et faisant augmenter leur coût.

En réaction, les capacités d'achat des travailleurs, censées être améliorées, se dégradent et conduisent à une crise encore plus générale de surproduction. Toute tentative de résoudre le problème par une augmentation des salaires installe l'inflation et la crise monétaire qui en découle. Cette voie – qui exige l'alliance entre les classes d'un pays – est celle de l'accélération de la crise.

production, la base même de la constitution des monopoles et de la domination du capital financier. Nous vivons actuellement dans cette période impérialiste du capital où les monopoles et le capital financier dirigent la vie économique. Tout retour en arrière est impossible, sauf à souhaiter un nouveau conflit mondial qui détruira les forces de production.

maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme. »

Ce qui était vrai il y a plus de 100 ans l'est encore plus aujourd'hui, la mondialisation capitaliste et la domination du capital financier étant bien plus poussées. Il n'y a d'autre solution aujourd'hui que d'organiser la production sur d'autres bases que le profit privé en abolissant la concurrence.

Il n'y a d'autre solution que le socialisme à l'échelle mondiale.

Victor MAURICE, le 07 avril 2010.

BREVES - INTERNATIONAL

La crise du capitalisme produit des terribles effets sur l'ensemble de la planète. A travers cinq brèves, cinq situations différentes permettent de voir que la construction de partis ouvriers révolutionnaires et d'une internationale ouvrière révolutionnaire sont une nécessité absolue alors que la situation des prolétariats ne cesse de se détériorer.

ISLANDE : INTERDICTION DE LA GREVE

Le parlement islandais, majoritairement social-démocrate, vient d'interdire aux 200 grévistes de la compagnie aérienne Icelandair de cesser le travail jusqu'à la fin de l'année 2010. En effet, les mécaniciens de la compagnie avaient lancé un mouvement de grève pour protester contre la faiblesse des salaires.

Par cette décision inique ils ont été contraints de reprendre le

travail. Gudjin Valdimarsson responsable du principal syndicat de l'île a précisé : « *C'est absolument horrible qu'une telle chose puisse avoir lieu dans un pays démocratique* ». Il a en outre ajouté fort logiquement : « *Je considère cette loi comme un avertissement à l'encontre de toute la classe ouvrière de ce pays* »...En le paraphrasant nous pourrions ajouter : « *...à l'encontre de toutes les classes ouvrières du monde* ».

ROUMANIE : VERS LA GREVE GENERALE ?

Tout comme d'autres pays, la crise du capitalisme touche de plein fouet les travailleurs roumains. Après une croissance moyenne de 5,9 % entre 2000 et 2008, le bon « élève » capitaliste de l'est européen (le succès de Dacia symbolisant cette période) marque le pas. Des centaines de milliers de licenciements eurent lieu dans le secteur privé alors que la crise montait en puissance : ainsi le chômage grimpa de 200 000 personnes de plus entre septembre 2008 et août 2009. Cette accélération brutale fit passer le taux officiel du chômage de 4,2 % en février 2008 à 8,3 % deux ans plus tard (Et ce n'est qu'un début car les prévisionnistes attendent 1 millions de chômeurs supplémentaires pour 2010.).

Quant à la réaction des appareils syndicaux ou politiques du mouvement ouvrier, elle fut pratiquement quasi inexistante durant cette période. En mars 2009, pour éviter la

banqueroute, le gouvernement Roumain décida d'emprunter 20 milliards d'euros auprès du FMI. En contrepartie, le FMI dirigé par le « socialiste » Dominique Strauss Kahn imposa au gouvernement un plan drastique de réduction des déficits publics (proche du plan Grec). Résultat : le gouvernement vient d'annoncer 100 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique et d'importantes baisses de salaire.

Face à cette situation, et face à la colère des travailleurs roumains, la confédération syndicale CARTEL ALFA prévoit prochainement une manifestation nationale à Bucarest suivie d'une grève générale d'avertissement. En fonction des résultats de la mobilisation, Bogdan Hossu leader de la confédération réformiste parle éventuellement d'une « grève générale illimitée ». Ceci dit, là comme ailleurs, l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire se fait ressentir.

ITALIE : L'ABSENCE POLITIQUE DE REPRESENTATION DE LA CLASSE OUVRIERE SE CONFIRME

Les résultats des élections régionales en Italie qui ont eu lieu les 28 et 29 mars 2010 marque un sérieux revers pour la « gauche bourgeoise » du Parti démocrate (PD) et une victoire sans appel du gouvernement Berlusconi et de ses deux principaux partis : le Peuple de la liberté (PDL) et la Ligue du Nord.

41 millions d'italiens étaient appelés à renouveler leurs représentants dans 13 régions sur 20. L'abstention, essentiellement populaire, a progressé de 8 points, atteignant 36 %, un chiffre record pour ce type d'élection en Italie. Un éditorialiste du Corriere della Sera, quotidien bourgeois italien, précise la nature de cette abstention : « *c'est une abstention volontaire, la plus importante, qui correspond à une désaffection face à la politique, voir à une progression contre elle, en nette augmentation ces derniers temps. Et l'on ne doit en aucun cas ignorer cette attitude, toujours plus répandue (...).* »

En effet, la coalition gouvernementale gagne dans 6 régions (dont 4 qu'elle reprend à la coalition d'opposition groupée autour du PD) même si elle perd pour le PDL 2,5 millions de voix par rapport aux européennes de 2009 et 2 millions par rapport aux régionales de 2005. L'extrême droite italienne, représentée par la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, parti populiste, xénophobe et régionaliste, l'emporte dans deux régions du nord (Piémont : région de Turin – bastion de Fiat – et la Vénétie) et talonne le parti Peuple de la Liberté en Lombardie (région de Milan). A noter que la Ligue du Nord perd tout de même 200 000 voix par rapport aux européennes

de 2009. Ce résultat néanmoins favorable, va lui permettre de rééquilibrer sa place au sein de la coalition gouvernementale.

Quant au Parti démocrate (lointain héritier bourgeois de feu



Régionales italiennes : victoire sans appel de la coalition bourgeoise de Berlusconi-Bossi (avril 2010)

le PCI et d'une partie de la démocratie-chrétienne), il s'écroule de nouveau : il perd un millions de voix par rapport à 2009.

Les partis ouvrier-bourgeois, PRCI et PdCI, groupés dans la Fédération de Gauche subissent eux aussi une nouvelle défaite, en n'ayant proposé aux travailleurs qu'une

perspective réformiste et régionale alors que la crise du capitalisme fait rage dans le pays. Pourtant des millions de travailleurs ont sans discontinuer manifesté depuis 2008 contre la politique du gouvernement Berlusconi. Ainsi, le 13 mars dernier, des centaines de milliers (voir un million) de

travailleurs sont descendus dans la rue à l'appel de la CGIL contre la remise en cause du code du travail.

Ces résultats marquent l'absence d'une représentation politique du prolétariat transalpin et par là même l'urgence de la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire à même de proposer à la classe ouvrière une perspective socialiste.

Coalition bourgeoise emmenée par le Parti démocrate	% des exprimés
Parti démocrate (PD)	26,10 %
Italie des Valeurs	7,27 %
Gauche écologique et liberté	3,03 %
Fédération de gauche (PRCI et PdCI)	2,74 %
Coalition bourgeoise gouvernementale	
Peuple de la liberté	26,78 %
Ligue du Nord	12,28 %
Union du Centre	5,57 %

TURQUIE : LA GREVE CHEZ TEKEL

Depuis plus de 80 jours, les travailleurs de l'entreprise d'Etat Tekel sont mobilisés contre la politique du gouvernement visant à liquider leur statut, leur sécurité d'emploi et leurs emplois. Fin novembre 2009, les 12 000 ouvriers de l'entreprise de production de tabac se sont immédiatement mobilisés quand la direction – avec l'accord du gouvernement – a décidé d'appliquer le plan dit « 4/C » : nouveau contrat temporaire de onze mois, réduction de salaires pouvant aller jusqu'à 40 % des revenus, fermeture d'usines, licenciements et attaques sans précédent sur les droits des travailleurs.

Le 17 décembre 2009, alors que la grève battait son plein, les forces de l'ordre turques ont violemment réprimé les travailleurs en lutte, les jetant dans des étangs gelés. Une cinquantaine de syndicalistes furent à cette occasion arrêtés. Mais face à cette attaque de l'Etat, les travailleurs ont rapidement réagi en se rendant aussitôt au siège national de leur confédération TURK-IS. Face aux bureaucrates syndicaux, ils ont exigé une riposte immédiate et au niveau de l'attaque – ce que les dirigeants syndicaux se gardaient bien de faire jusqu'alors.

Face au risque de contagion de cette grève très déterminée et populaire auprès de l'ensemble des travailleurs turcs, le gouvernement était contraint à un premier recul en libérant les syndicalistes. Pour autant le mouvement ne fut pas suspendu. Il continua. Ce qui permit aux travailleurs de Tekel de continuer, c'est leur détermination à réaliser et à construire l'unité. Et effectivement, au delà des différences politiques et syndicales, au delà de leurs nationalités (turque ou kurde), au delà de leurs croyances religieuses ou pas, l'unité se réalisa sur des mots d'ordre ouvrier clairs : aucun licenciement, sécurité de l'emploi, aucunes fermetures d'usines, etc.

C'est cette unité sans faille qui a contraint les bureaucrates syndicaux nationaux à continuer le combat alors qu'ils n'en voulaient pas. Au contraire, ces derniers, comme à leur habitude, souhaitaient négocier avec le patronat et le gouvernement sur le plan « 4/C ». Pour défaire la combativité des travailleurs, ils avaient même voulu imposer des grèves d'une heure tous les vendredis. Mais la détermination des

travailleurs de Tekel a eu, en partie, raison de cette politique de bousille des appareils syndicaux turcs. Les travailleurs de Tekel les ont ainsi obligés à appeler à la grève générale de tout



Manifestation des travailleurs de Tekel – Turquie (2010)

le groupe le 4 février 2010. Les dirigeants ont réussi à la saboter en ne la relayant que très mollement.

Se saisissant de cet « échec » le gouvernement lança fort opportunément un ultimatum aux travailleurs : soit ils acceptaient le plan « 4/C » avant le 2 mars, soit en cas de refus ils étaient tous licenciés. Le 1^{er} mars, plus de 5 000 travailleurs de Tekel refusaient en bloc cet ultimatum. La semaine suivante, non seulement les travailleurs n'étaient pas licenciés mais en prime le Conseil d'Etat décidait de suspendre le décret du gouvernement appliquant la réforme « 4/C ». Ce succès partiel permet aux travailleurs, à l'heure où nous écrivons, de continuer le bras de fer contre le gouvernement.

Mais cette grève met aussi en lumière la politique réactionnaire des dirigeants syndicaux réformistes.. Elle pose aussi, à sa façon, la question cruciale de la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire à même de donner une perspective politique à l'ensemble de la classe ouvrière.

Ludovic ANSART, le 08 avril 2010.

URUGUAY : LA POLITIQUE DE FRONT POPULAIRE MONTRE SON VRAI VISAGE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Depuis un mois environ, Mme Marie-Georges Buffet, de la direction du PCF, presse ses camarades de la « gauche » à œuvrer pour ce qu'elle appelle de ses vœux, un « front populaire du 21^e siècle ».

Le pouvoir actuel de la bourgeoisie étant dans une telle déconfiture, il devient urgent pour ces messieurs-dames de la « gauche », de mettre en place un dispositif politique permettant de préserver à tout prix l'ordre bourgeois fort branlant ces temps-ci en France. Qu'elle soit du 20^e ou du 21^e siècle, la politique de front populaire a le même contenu contre-révolutionnaire, comme on peut en juger par ce qui se passe actuellement en Uruguay.

Dans CPFC n° 19, nos lecteurs ont pu suivre le déroulement des élections présidentielles et législatives d'octobre et novembre 2009 dans ce petit pays d'Amérique latine. José Mujica, le candidat à la présidence du Front large (Frente Amplio), front populaire uruguayen formé d'une coalition politique entre les partis ouvriers PC et PS, le MPP, issu du mouvement de guérilla des Tupamaros (qui est prédominant dans le Frente Amplio), la démocratie chrétienne et autres groupements bourgeois, a été élu président et a pris ses fonctions le 1^{er} mars dernier. Dans la foulée, le Frente Amplio obtenait la majorité des sièges tant au Sénat qu'à la Chambre des Représentants, sur les bords du Rio de la Plata.

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que le front populaire en Uruguay définisse ouvertement sa politique pro-capitaliste, avec la complicité des dirigeants de la centrale syndicale PIT-CNT. Le 10 février, José Mujica et son équipe gouvernementale (formée de bons bourgeois locaux, d'anciens Tupamaros, de staliniens et même de « trotskystes », apprend-on, sans préciser de quelle « tendance »), tenait conférence dans l'hôtel de luxe Conrad à Punta del Este, une sorte de Deauville local. Étaient réunis des grands patrons de toute l'Amérique (latine et des USA) en compagnie des politiciens pro-bourgeois destinés à gouverner avec Mujica. Ce dernier a assuré ses amis capitalistes qu'ils pouvaient et devaient investir en toute quiétude dans le pays « sans craindre l'expropriation ni de hausse des impôts ». Les grands patrons, ravis et enthousiastes, ont fait une chaleureuse ovation au « Lula uruguayen ».

La doctrine dont se réclame l'ex-Tupamaro-président s'appelle « le progressisme », un mélange de maigres concessions aux travailleurs et de sûres garanties pour le capital. En France aussi, les Buffet et autres Mélenchon se présentent comme des gens de progrès et ils ne sauraient toucher à la propriété privée. Combien de temps feront-ils illusion à Montevideo et à Paris ?

David, le 11 avril 2010.

20 MARS 2010 : « JOURNEE DE LA COLERE » EN RUSSIE :

NOUVEAUX RASSEMBLEMENTS CONTRE LE REGIME DE POUTINE-MEDVEDEV

Les faits sont à peine connus (la grande presse mondiale n'en pipe mot ou si peu), et cependant d'une très grande importance : le 20 mars dernier, une nouvelle phase d'un mouvement de la population laborieuse qui fait suite à plusieurs années ayant vu les premières vagues de mobilisation, s'est déroulé dans une cinquantaine de villes de l'immense Russie, avec manifestations « *co-organisées*, écrit une participante très active, Carine Clément ⁶, *par de vastes coalitions locales réunissant souvent des dizaines d'associations, mouvements sociaux locaux et partis politiques d'opposition* ».



Manifestation contre Poutine et Medvedev – Russie
(mars 2010)

Voici un aperçu des rassemblements les plus marquants de cette journée : autour de 4 000 personnes à Kaliningrad (à l'Ouest extrême de la Russie), 3 000 à Irkoutsk, 2 000 à Vladivostok (à l'Extrême-Orient russe), 1 500 à Saint-Petersbourg, 1 000 à Ijevsk, le plus souvent autour de 500 personnes (Astrakhan, Moscou, Penza, Tiumen, etc.).

Ces chiffres peuvent paraître dérisoires mais c'est beaucoup dans la Russie de Poutine et de Medvedev où toute voix et regroupement indépendants, notamment syndicaux, sont la plupart du temps muselés et réprimés. Ces manifestations sur les mêmes mots d'ordre : « *Le pouvoir sous contrôle citoyen* », « *Non au monopole politique de Russie Unie* » (le parti de Poutine, ndlr), « *Reprenons le contrôle de notre ville* », se sont déroulées le même jour sur le territoire de l'immense Russie. Comment cela a-t-il été possible ?

Cette « Journée de la Colère » est aussi le premier aboutissement « panrusse » d'un mouvement qui tente de s'organiser depuis les années 2004-2005 au sein du peuple travailleur de toute la Russie.

Le début de l'année 2010 en a marqué une nouvelle étape, la population de nombreuses villes se soulevant contre la hausse brutale des charges, des impôts et taxes en tous genres, alors que les salaires diminuent et que le chômage se répand.

La mobilisation a culminé le 30 janvier à Kaliningrad où, selon Carine Clément,

« 10 000 personnes sont descendues dans la rue pour exiger la baisse de l'impôt sur l'usage de l'automobile (augmenté par les autorités régionales de 25 %), une politique de relance économique de la région, l'arrêt de la « dictature du parti au pouvoir » (Russie unie) et la démission du gouverneur de la région. Les difficultés économiques allant en empirant dans la plupart des régions (...) les manifestations de plusieurs milliers de personnes se sont succédé dans toute une série de villes (Angarsk, Irkoutsk, Arkhangelsk, etc.), prenant pour cible principale les pouvoirs locaux ou régionaux, le népotisme et la corruption (...). Le ras-le-bol du mépris des lois et de la population affiché par les fonctionnaires et l'élite politique s'est peu à peu concentré sur le Premier ministre et ex-Président Poutine ».

Le terrain était ainsi préparé pour que l'on entende l'appel de

UN MOUVEMENT SPONTANÉ AU CARACTÈRE POLITIQUE AFFIRMÉ

Ce mouvement d'une ampleur relative, et tout récent, n'est pas tombé du ciel. Il a commencé il y a cinq ans, à l'hiver 2005, lors de la vague de protestations déclenchées en réponse à la politique de « monétarisation » des avantages sociaux de tout ce qui était encore largement non marchand dans l'éducation, la santé, les transports, les logements... Comme l'écrivaient Samuel Holder et François Chesnais dans Carré rouge n° 39 de décembre 2008 :

« La loi (adoptée en mai 2004) proposait théoriquement des « compensations financières » à l'introduction de prix de marché ; en fait, elle achevait de dépouiller et de paupériser des millions de personnes. Telle a été la cause d'un réveil social qui commence au cœur de l'hiver 2005 ». (Voir le site <http://www.carre-rouge.org>)

La loi sur la « monétarisation » des avantages sociaux, qui livre des dizaines de millions de personnes à la misère, notamment les retraités, ayant été promulguée en mai 2004, dès le printemps, explique Carine Clément (lors d'une conférence organisée à Paris en 2008 sous l'égide des Solidaires et d'ATTAC, en présence de militants responsables russes) a abouti à ce qu'une :

« sorte de comité de coordination se mette en place à l'initiative de diverses organisations, d'associations de retraités et d'invalides et de syndicats alternatifs. Il a pris le nom de Conseil de la solidarité sociale (S.O.S.) et a commencé une campagne d'information pendant l'été et l'automne 2004 ».

Premier résultat : en janvier et février 2005, environ 500 000 personnes ont participé à des manifestations spontanées, barrages de rues, occupations de bâtiments publics dans tout le pays. Le gouvernement ayant partiellement reculé, le mouvement s'est organisé

« au moyen de la coordination de Conseils formés dans des régions. Une Union des Conseils de coordination des luttes (SKS) s'est créée, regroupant au départ six collectifs régionaux. Il en réunit 26 aujourd'hui, publie un journal électronique et son activité est systématiquement relayée sur le site internet de l'Institut de l'Action Collective » (www.ikd.ru).

Essayons de cerner les principales caractéristiques du

la coalition de l'opposition à Kaliningrad, annonçant un large rassemblement pour le 20 mars de plusieurs réseaux et mouvements sociaux : et le mot d'ordre a été repris dans toute la Russie avec, en plus des slogans contre les pouvoirs locaux, un cri quasi unanime : « **Poutine, démission !** » proféré lors de la plupart des rassemblements.

⁶ Carine Clément, sociologue française installée à Moscou depuis 1994, mariée à un député russe, est à la tête de l'Institut de l'Action Collective (IKD). Cette jeune femme courageuse, qui est à l'origine de la plupart des informations de cet article, est aussi une militante mêlée aux divers mouvements de protestations sociales : habitants en guerre contre les constructions « abusives » à Moscou, retraités, syndicalistes, écologistes... Son activité militante l'a exposée ces derniers temps à plusieurs agressions et arrestations. Elle poursuit néanmoins un inlassable travail d'information dont les lecteurs de Carré rouge, du site du NPA (<http://www.npa2009.org>) et du quotidien Libération notamment, ont pu apprécier le sérieux.

mouvement, à partir des éléments fournis par quelques-uns de ses dirigeants. Examinons la question si grave du logement dont le nouveau code de mars 2005 a décrété une gestion privée avec comme conséquences des centaines de milliers de gens sans toit et sans argent (car les charges ont explosé, ainsi que les prix du gaz et de l'électricité), ce qui a provoqué nombre de manifestations et grèves de la faim.

Or, et c'est là un fait, semble-t-il, nouveau, les habitants jetés à la rue ou non, ont créé des réseaux spécifiques de défense de leurs intérêts de citoyens, des comités de résidents des immeubles qui se sont fédérés et ont abouti, en mai 2007, à la tenue d'une Conférence nationale sur le logement. D'autres mobilisations ont porté sur l'écologie, contre la privatisation de l'éducation (un réseau « éducation pour tous » a été constitué par des enseignants, notamment contre la privatisation) comme celle de la santé. Carine Clément conclut en sociologue :

« Le combat pour gérer eux-mêmes la copropriété des immeubles participe ainsi d'un mouvement d'auto-organisation et de conquête d'autonomie, objective et subjective des citoyens à l'égard du pouvoir ».

A Saint-Pétersbourg a été fondé dès avril 2004, un mouvement des initiatives citoyennes (DGI) qui a organisé des centaines de protestations, contre la privatisation des chemins de fer, contre l'expulsion des petits commerçants par les grands groupes de la distribution, et toutes les agressions et dégradations du cadre de vie des habitants, contre les violations répétées de la loi en matière de politique immobilière. Un dirigeant du DGI explique :

« On constate une radicalisation marquée de l'état d'esprit des habitants les plus actifs qui perdent foi dans les tribunaux et ont de plus en plus recours à des actions de protestation directes. La pratique indique que ce type d'actions est le plus efficace ».

Le mouvement s'est doté dans la lutte d'un soviet de coordination du DGI. Les membres de ce soviet sont élus par la conférence générale des représentants de tous les groupes d'initiative et coalitions citoyennes du mouvement. Autre fait significatif, les femmes y sont majoritaires.

Un point fort : le soviet a réussi à faire la jonction avec les anciens militants du « mouvement démocratique » de la fin des années 80, qui s'étaient retirés de la politique et

s'engagent à nouveau dans le combat. Notons que ce soviét (on sait que ce mot russe signifie conseil) ne regroupe pas les députés de la grande majorité de la classe ouvrière et de la

DIFFICILE EMERGENCE DES SYNDICATS OUVRIERS INDEPENDANTS DE L'ETAT BOURGEOIS MAFIEUX

Quelle est la place et quel rôle joue la classe ouvrière dans ce mouvement ? Quoique le droit à l'organisation syndicale indépendante de l'Etat soit empêché et réprimé par tous les moyens par les autorités (notamment par les dispositions du nouveau Code du travail qui vise à empêcher toute possibilité de grève), le prolétariat s'affirme et tente de s'organiser de façon indépendante depuis quelques années déjà. Il combat et remporte parfois, en dépit des entraves mises à son activité, comme on le verra un peu plus loin, des victoires qui ont une énorme influence sur l'ensemble du mouvement ouvrier.

Même les défaites, et elles sont monnaie courante, ont leur importance lorsque les travailleurs sortent de la bataille plus aguerris qu'ils n'y sont entrés.

Prenons l'exemple du conflit qui a eu lieu le 1^{er} août 2007 dans la très grande entreprise automobile Avtovaz de la Volga à Togliattigrad, dans la région de Samara où sont fabriquées les Lada et qui compte 100 000 travailleurs. Bien que le syndicat « officiel » FNPR (qui accueille notre CGT française à ses congrès), issu de l'époque de la bureaucratie « soviétique » y soit largement dominant, contre les bas salaires souvent payés avec retard, contre les conditions de travail lamentables et dangereuses, etc., un comité de grève a été mis en place dès le mois juin à l'initiative du syndicat « Edintsvo » (« Unité » en russe), quoique très minoritaire, dit « alternatif » (c'est-à-dire indépendant des patrons et de l'Etat). La direction faisant le mort, la grève annoncée huit jours plus tôt par Edintsvo dans des ateliers sensibles eut lieu de 10 h 45 à 16 h et permit de paralyser la production.

Cette grève n'a pas été isolée malgré la répression qui a suivi. Des protestations ont été organisées à l'époque devant les représentations du groupe industriel dans différentes villes de Russie, y compris à Moscou où des militants ont été arrêtés pour « action non autorisée ». Une grève qui a eu des répercussions immédiates aux usines Ford dans la région de Saint-Petersbourg où devaient émerger de nouveaux militants ⁷.

L'EXEMPLE DU SOVIET D'IJEVSK, CAPITALE DE LA REPUBLIQUE DE L'OUDMOURTIE DANS L'OURAL

Le trait significatif de la lutte, dans cette période est que, tout en continuant à combattre le patronat, en dépit de mille difficultés, à l'intérieur des entreprises, la classe ouvrière, aux côtés des masses livrées à la misère, affronte ouvertement le pouvoir établi. La lutte de classe revêt ainsi aujourd'hui en Russie un caractère d'abord économique avec d'inévitables prolongements politique.

C'est ce que montrent les développements les plus avancés de la lutte des travailleurs, des jeunes, des retraités contre le sort misérable que leur réserve le régime des capitalistes voyous et mafieux qui font actuellement la loi dans ce pays.

Examinons l'activité du Comité de coordination d'initiatives, créé début 2005 à Ijevsk, capitale de la petite république de l'Oudmourtie (dans l'Oural), un centre de l'industrie d'armement en Russie, et qui semble être allée assez loin. La coalition de groupes de citoyens qui a pris le nom de « soviét de coordination des actions citoyennes d'Oudmourtie » conserve « un degré relativement élevé de mobilisation », rapporte Carré rouge n° 39. Et il ne cesse de s'affronter au

population laborieuse russe comme dans les soviets apparus en 1905 ou en 1917, mais une fraction seulement de ceux qui se battent et s'organisent et restent encore très minoritaires.

Une longue étude de Carine Clément sur les luttes syndicales au cours de l'année 2009 en Russie (que l'on peut consulter sur le site <http://www.alencontre.org> et a été publiée dans le n° 43 de Carré rouge d'avril 2010) montre que la lutte de la classe ouvrière par le canal des syndicats indépendants apparaît actuellement très morcelée en Russie et connaît en même temps un mouvement contradictoire de « consolidation ». Tout dépend des circonstances locales, de la détermination de jeunes travailleurs sur qui le passé stalinien de la Russie pèse beaucoup moins lourdement que sur leurs aînés.

Ainsi en 2009, les blocages de routes et les rassemblements hors des entreprises ont été les principales formes de lutte, étant donné le régime de terreur qui règne dans les usines.

Pour obtenir satisfaction, notamment pour le paiement des salaires en retard (parfois de plus d'un an) et le maintien de la production (la crise mondiale entraîne en Russie une désindustrialisation massive), les ouvriers et la population ont tenu nombre de meetings de masse devant les bâtiments des pouvoirs publics.

⁷ Il faut dire un mot de cette grève des ouvriers de Ford-Russie qui, il y a trois ans, à l'hiver 2007, a brisé l'obstacle du Code du travail. Les ouvriers unis et majoritaires dans la lutte et ont pu agir dans la légalité. La grève a été déclenchée le 14 février par le nouveau syndicat indépendant créé en 2006 par de jeunes ouvriers ayant rompu avec la vieille Fédération issue du régime bureaucratique de l'ex-URSS, la FNPR, le syndicat le plus nombreux de la Confédération syndicale internationale à laquelle la CGT française a donné son adhésion ! Avec d'autres syndicats émergents dans la branche (comme celui de General Motors à Togliattigrad), ces jeunes ont formé, en juillet 2008 un nouveau syndicat des travailleurs de l'automobile en Russie. Le 1^{er} mars, la direction de Ford cédait sur nombre de points concernant les conditions de travail et accordait une augmentation de 100 dollars pour tous. (Lire l'article très détaillé de Carine Clément dans Carré rouge n° 38 d'avril 2007).

pouvoir en place. Un pouvoir, nous citons les propos du responsable de ce soviét dans Carré rouge, qui

« consacre la domination politique et, dans une grande mesure, économique, d'un « clan » d'ex-apparatchiks, ex-nomenklaturistes, fonctionnaires et entrepreneurs. Dans le cas de l'Oudmourtie, il s'agit du « clan » des Volkov, dont le chef, Alexandre Volkov, est président de la république ».

Ce clan contrôle l'immobilier, la construction, l'agriculture, les entreprises de transformation, le secteur bancaire, le pétrole. Il a étouffé toute opposition des doumas (municipalités) et du soviét d'Etat (officiel).

C'est alors qu'a surgi un organe permanent du soviét, qui se bat, comme partout en Russie, pour les retraites, le transport, le logement, l'éducation, etc., par le moyen de manifestations, lance des procédures judiciaires et prend des initiatives législatives. D'après les informations dont nous disposons, il semble que ce cas soit unique en Russie. Les mobilisations, massives, réclament souvent la démission des

gangsters du clan qui contrôle la république.

De façon spontanée, sans plan établi, ce soviétique qui tente d'unifier la lutte des habitants de la ville d'Ijevsk s'est formé autour d'un journal d'opposition, Den (le Jour), regroupant

UN LONG ET DIFFICILE TRAVAIL D'ORGANISATION QUI SE HEURTE A MAINTS OBSTACLES

Où en sont ces réseaux militants constitués en Russie depuis l'année 2005 ? Et quelles sont leurs perspectives ? Ils restent encore isolés, très minoritaires et assez faibles, tout comme les syndicats ouvriers indépendants.

La masse des travailleurs demeure encore soumise aux dirigeants syndicaux de la FNPR, hier liés à la bureaucratie « soviétique » et aujourd'hui entièrement dépendants du gouvernement Poutine-Medvedev avec lequel ils collaborent ouvertement. Quant aux réseaux militants, ils se sont affirmés petit à petit dans la lutte incessante des masses pour leur survie matérielle. Parfois des regroupements ont lieu, localement, comme à Ijevsk jusqu'à la constitution d'Unions de villes, puis de région, enfin une Union des Soviets de Coordination de Russie (SKS).

Il ne s'agit encore que d'un mouvement naissant, véhiculant nombre d'illusions et ne disposant pas d'un programme. Ainsi se vérifie, dans ce lent mouvement de recomposition du mouvement ouvrier et des masses en Russie, la coupure opérée par des décennies de régime stalinien, régime contre-révolutionnaire qui s'est acharné à couper la classe ouvrière russe de son passé révolutionnaire et à l'effacer de sa conscience.

Lénine et Trotsky (relisons 1905 de Trotsky, Ed. de Minuit) ont souvent insisté sur le fait que c'est à partir des comités de

UN MOUVEMENT DE MEME NATURE SE DEVELOPPE EN RUSSIE ET EN IRAN

Et en passant aussi par Téhéran où la révolution du 12 juin 2009 qui ne cesse de se développer en s'approfondissant, est ignorée, voire niée, par tous ceux qui défendent l'ordre impérialiste dans le monde.

En Russie et en Iran, deux pays géographiquement proches et où la vie politique a historiquement influé l'un sur l'autre tout au long du 20^e siècle (rappelons que la « révolution constitutionnelle » de 1906 en Perse a eu lieu sous l'influence de la révolution russe de 1905), des mouvements de masse se développent actuellement contre les régimes en place qui ne parviennent pas à les enrayer ni à les briser. Les rythmes et les conditions de la lutte ne sont bien évidemment pas les mêmes. En Iran, la révolution prolétarienne a éclaté et cherche les moyens de sa centralisation pour balayer le régime des mollahs. On en est encore très loin en Russie.

Néanmoins, ce qu'expriment ces situations distinctes manifeste l'unité du mouvement ouvrier mondial dans la lutte de classe en ce début du 21^e siècle.

Dans les deux pays, la question du pouvoir est posée à plus ou moins longue échéance par le développement concret de la lutte. Le régime des mollahs de Téhéran semble beaucoup plus mal en point que celui des capitalistes mafieux et des clans qui règnent à Moscou et dans l'immense Russie. A l'étape actuelle de la lutte, les travailleurs russes et iraniens cherchent à reconstituer leurs organisations de classe, essentiellement des syndicats indépendants et ce, dans des conditions extrêmement difficiles, devant affronter des bourgeoisies féroces et déterminées dans leurs politiques de répression anti-ouvrière.

les associations de masse et même les deux partis communistes issus de l'ex-PCUS, le PC de Ziouganov (légal) et le RKRK (Parti communiste des ouvriers de Russie).

grève organisés par les syndicats qu'en 1905 surtout, sont apparus les premiers soviets. Au 21^e siècle, il semble que ce soit la mobilisation des masses pour leur survie qui prenne une tournure « soviétique », ou plutôt pré-soviétique. Nul ne peut encore pronostiquer si d'authentiques conseils ouvriers surgiront à partir de ces prémisses ou d'autres façons. On ne peut d'ailleurs exclure un ou plusieurs replis momentanés de telles avancées sous le régime actuel farouchement anti-ouvrier de Poutine-Medvedev. On ne saurait non plus définir par avance les différentes étapes qui seront nécessaires à ces combats multiples afin que la conscience du prolétariat russe puisse renouer avec les traditions révolutionnaires de 1905 et 1917. Il semble néanmoins que le mouvement soit engagé. Et la Journée de la Colère du 20 mars semble marquer un nouveau palier dans cette voie longue et difficile pour l'organisation indépendante.

Ainsi cette lame de fond existe-t-elle, vivante. Elle s'affirme en ne cessant de combattre. On comprend pourquoi, tant les autorités russes que l'impérialisme, font sur elle le plus grand silence. Quoique dépourvue de perspectives politiques pour le moment, elle est néanmoins riche de possibilités révolutionnaires qui ne peuvent qu'effrayer tous les nantis et farouches partisans de la société capitaliste, de Paris à Vladivostok.

Il arrive d'ailleurs parfois que, sur la base de leurs illusions, les élections par exemple, les masses accomplissent politiquement un grand pas en avant. Ne prenons qu'un exemple, mais frappant : la présidentielle de juin 2009 en Iran et les municipales d'octobre 2009 en Russie. Avant la présidentielle de juin en Iran, le mouvement syndical clandestin s'était prononcé contre la participation des travailleurs à l'élection présidentielle. Mais les masses, avec leurs illusions, imaginèrent un instant qu'elles pourraient chasser les mollahs du pouvoir par le moyen des urnes. Frustrées de leur victoire, elles ont renoué, le soir même du vote, en se rassemblant par millions sur la scène publique, avec la révolution prolétarienne de 1978-81.

Le même scénario s'est concrétisé il y a quelques mois au Gabon puis au Togo. Dans ces deux pays africains, la fin des illusions mises dans les élections truquées ont abouti à des explosions sociales.

Le 11 octobre 2009, des élections municipales ont eu lieu dans 75 régions de la Fédération de Russie. Tous les témoignages le confirment : avec les mêmes illusions qu'en Iran, les masses en Russie sentaient le moment venu, pour elles, de prendre le contrôle des municipalités aux mains des clans mafieux de capitalistes, dont beaucoup d'ex-bureaucrates staliniens. Or, nous informe toujours Carine Clément (article « Les électeurs s'insurgent », site du NPA) :

« A de rares exceptions près, les infractions ont touché toutes les régions, mais les sommets de l'arbitraire ont été atteints à Moscou, dans la république du Daghestan et à Astrakhan ».

Partout les autorités se sont généreusement octroyé des pourcentages dépassant les 60 %, tout comme le gang Khamenei-Ahmadinejad à la présidentielle du 12 juin en Iran.

Dans plusieurs villes de Russie les protestations ont revêtu la forme de manifestations contre la fraude électorale, avec parfois le ralliement des partis d'opposition. Mais contrairement à ce qui s'est passé en Iran, elles n'ont rassemblé que quelques milliers d'opposants. Au Daghestan, dans la ville de Derben, les autorités ont fait donner les

OMON, les CRS russes, qui ont tiré (en l'air) sur les électeurs. A Astrakhan, un nombre impressionnant d'organisations se sont unifiées et ont manifesté plusieurs jours contre les autorités et pour leur candidat défait par la fraude, en criant : « *Tromperie massive !* » « *Les bandits ont confisqué le pouvoir !* » indignés que le coup d'Etat eût été préparé d'avance. Les masses ont même dressé sur place un camp de toile appelé « le Maidan d'Astrakhan ». Cette audace dans la mobilisation a eu un immense retentissement dans toute la Russie.

PREMIERE CONCLUSION : C'EST DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN DONT IL S'AGIT

De ce point de vue, la récente « Journée de la Colère » organisée le 20 mars dans « toutes les Russies » comme on disait au 19^e siècle en parlant de l'empire russe, rejoint dans son contenu la volonté des masses iraniennes d'en finir avec le régime des mollahs ressenti comme insupportable. Il s'agit d'un seul et même mouvement, sans doute encore confus et aveugle, vers la révolution prolétarienne. La différence est qu'en Iran, d'immenses masses sont entrées en mouvement pour chasser les mollahs du pouvoir alors qu'en Russie, cette volonté ne s'exprime encore que par d'infimes minorités de militants et d'opposants.

En Russie, de même qu'il faudra du temps aux masses afin qu'elles renouent avec les soviets authentiques comme forme de leur pouvoir, il faudra aussi à l'avant-garde qui se dégage dans les mouvements actuels et dans les syndicats, retrouver le programme du parti de Lénine et de Trotsky. Il est inévitable que maintes tentatives de regroupements politiques aient lieu avant que ne se noue à nouveau le lien très fort qu'avait connu la Russie avec le marxisme il y a près d'un siècle. Nous essaierons, dans une étude ultérieure, d'analyser comment se pose aujourd'hui cette question historique et quels obstacles rencontrent les militants ouvriers pour mettre cette tâche à l'ordre du jour.

En Iran, les shuras (ou conseils ouvriers et paysans que le régime islamique a physiquement détruits il y a trente ans) ne

sont pas encore réapparus à cette date, le régime fasciste actuel qui ne se maintient que par la force brutale, ne leur laissant aucune possibilité d'existence. Mais, contrairement à la Russie, les masses ont gardé vivant le souvenir de la révolution de 1978-1981 qui leur permit d'en finir avec la monarchie et de détruire de fond en comble l'Etat bourgeois pour un court moment. En 1991, à la fin de la guerre du Golfe, lorsque le régime de Saddam Hussein vacillait, les shuras se sont d'ailleurs reconstitués au Kurdistan irakien.

De plus, à la différence de la Russie, il existe aujourd'hui en Iran une organisation, le Parti Communiste Ouvrier d'Iran, qui combat ouvertement pour en finir avec la dictature. De la capacité de cette organisation à mettre en avant la perspective de la prise du pouvoir par les masses, du gouvernement des shuras, dépend en grande partie le développement et l'avenir de la révolution en Iran.

A Moscou comme à Téhéran, dans la phase présente de la lutte, l'internationalisme s'exprime en quelque sorte objectivement. Il reste à lui donner, dans l'avenir, une forme organisée afin que l'Internationalisme « objectif » d'aujourd'hui aboutisse en toute conscience à la constitution de l'Internationale ouvrière révolutionnaire dont les ouvriers du monde entier ont besoin pour débarrasser la planète du fléau de l'impérialisme contre-révolutionnaire et plus que pourrissant.

Bernard DANDRE, le 11 avril 2010.

SAUVER LA VIE DU SYNDICALISTE RUSSE EMPRISONNE VALENTIN OUROUSOV !

De même que le militant syndical iranien Mansoor Osmanloo, fondateur et dirigeant de l'organisation de 6 000 syndiqués sur les 18 000 chauffeurs bus de Téhéran, est une figure emblématique de la classe ouvrière dans son pays, de même en est-il en Russie du militant Valentin Ourousov, fondateur en 2007 du syndicat indépendant Profsvoboda, de la plus grosse entreprise d'extraction de diamants ALROSA de Sakha (Iakoutie). Tous deux sont actuellement soumis à une répression très dure. Et de même que la vie d'Osmanloo est toujours en danger malgré sa libération récente (une tentative d'assassinat a eu lieu contre lui avant sa sortie de prison), celle du syndicaliste russe est également menacée.

C'est ce qu'indiquent dans un appel commun daté du 28 mars pour sauver la vie d'Ourousov, Carine Clément et l'historien Jean-Jacques Marie. Le militant syndical russe qui est parvenu à organiser près de 1 000 travailleurs, lesquels se sont battus pour améliorer leurs conditions de travail et de

rémunération, a été arrêté le 13 septembre 2008, emprisonné et accusé de « détention de narcotiques » que les policiers lui ont fourrés dans la poche. Deux tribunaux l'ont condamné à six ans puis cinq ans de prison. Tous les responsables du syndicat, qui a perdu plus de la moitié de ses adhérents, ont été licenciés et inscrits sur une « liste noire », ce qui les empêche de trouver du travail.

Valentin Ourousov souffre d'une maladie des reins qui a nécessité son hospitalisation, bientôt suivie de son renvoi en prison où il est soumis au harcèlement de l'administration, pénitentiaire. Sa vie est en danger !

Une campagne pour la libération immédiate de Valentin Ourousov se développe en Allemagne, Serbie, Angleterre et en France. Les signatures d'une pétition (voir le site <http://la-sociale.viabloga.com>) sont recueillies par Jean-Jacques Marie (jj.marie@club-internet.fr)

LE TEXTE DE LA PETITION

La vie du syndicaliste russe Valentin Ourousov est en danger!

Le syndicaliste Valentin Ourousov est en prison depuis plus d'un an. Son crime ? Il avait fondé en 2007 un syndicat indépendant, Prosvoboda, dans l'entreprise d'extraction de diamants ALROSA, sise dans la république de Sakhalakoutie. ALROSA est une entreprise florissante : c'est le premier producteur russe de diamants. En 2009, ALROSA a vendu 25 % des diamants bruts achetés dans le monde. ALROSA a annoncé avoir devancé cette même année le botswanais Debswane et le sud-africain De Beers dans la production de carats. Le conseil de surveillance d'ALROSA est présidé par le ministre russe des Finances, Koudrine, flanqué du Premier ministre de la république de Sakha (Iakoutie), Egor Borissov, et du vice-premier ministre, Guennadi Alexeiev.

En août 2009, le Premier ministre Vladimir Poutine a fait attribuer par l'État russe un soutien d'un milliard de dollars à ALROSA.

Le syndicat de Valentin Ourousov a vite rassemblé près d'un millier de membres et a soumis à la direction une liste de revendications portant sur les conditions de travail et de rémunérations des ouvriers et employés de l'entreprise.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Le 13 septembre 2008, Valentin Ourousov a été arrêté et accusé de « *détention de narcotiques* », qu'en réalité, selon un procédé éprouvé, les policiers lui fourrèrent dans la poche au moment de son arrestation. L'un des deux officiers de police chargés de l'opération fut d'ailleurs arrêté peu après pour malversations.

Le tribunal a d'abord condamné Valentin Ourousov à six ans de prison. À la suite d'une campagne menée en Russie et à l'étranger, cette condamnation a d'abord été cassée en appel. Mais le tribunal régional l'a à nouveau condamné à six années de prison, réduites à cinq lors d'un second appel.

En même temps, la direction d'ALROSA a licencié tous les responsables du syndicat Prosvoboda, les a fait inscrire sur une « liste noire » destinée à les empêcher de retrouver du travail. Elle a obtenu ce qu'elle voulait : le syndicat décapité a perdu plus de la moitié de ses adhérents.

Le gouvernement de la république de Sakha (Iakoutie) reste quant à lui sourd aux appels lancés en faveur d'Ourousov et ne semble être sensible qu'aux exigences de la direction d'ALROSA.

Ourousov est atteint d'une maladie des reins qui a nécessité son hospitalisation, bientôt suivie de son renvoi en cellule, où il est soumis au harcèlement de l'administration pénitentiaire.

Sa vie est en danger !

Son maintien en prison est une violation des libertés syndicales élémentaires.

Deux délégations de syndicalistes aux ambassades de Russie à Paris et à Berlin ont fait état de ces éléments et ont réclamé sa libération, tout comme le syndicat des mineurs britanniques et des militants ouvriers et démocratiques de Serbie. Pour sauver Ourousov et défendre les libertés syndicales, cette exigence doit être largement reprise.

C'est pourquoi les soussignés réclament la libération immédiate de Valentin Ourousov !

Carine CLÉMENT, « Institut de l'Action collective » IKD, Moscou, Jean-Jacques MARIE, historien.

SOMMAIRE

- Editorial p. 2
- Comment la grève générale du groupe Total a avorté p. 3
- Grève à la SNCF, entre combativité de la base et sabotage des appareils p. 4
- Régionales 2010 : une sévère défaite pour Sarkozy p. 5
- Sur les retraites : contre l'argumentaire du vieillissement p. 10
- Patriotisme économique, protectionnisme et identité nationale p. 12
- Brèves – International p. 14
- 20 mars 2010 : « journée de la colère » en Russie p. 16
- Sauver la vie du syndicaliste russe emprisonné Valentin Ourousov p. 20
- La révolution en Iran : Une nouvelle fois, qui va l'emporter (2^{ème} partie) p. 22
- Pétition : Liberté pour Jamal Sabéri p. 28
- Introduction à la discussion sur la religion p. 29
- Note de lecture : « Portrait du décolonisé » par Albert Memmi p. 36
- Qui sommes-nous p. 38

La révolution en Iran : drapeau rouge contre drapeau vert

UNE NOUVELLE FOIS, QUI VA L'EMPORTER ? (2)

L'article du camarade Fabrice Lefrançois sur la révolution en Iran défend le mot d'ordre d'Assemblée Constituante. Ce mot d'ordre fait débat et ne reflète pas la position de la direction du CCI(T). Le camarade appuie pourtant sa démonstration par une citation du Programme de Transition :

« Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la REVOLUTION AGRAIRE, c'est à dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'INDEPENDANCE NATIONALE, c'est à dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre d'ASSEMBLEE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ». A une certaine étape de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les Soviets (Shuras) peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée Nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les Soviets (Shuras) doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir l'ère de la révolution socialiste ».

Malheureusement en Iran aujourd'hui, on ne peut affirmer que la révolution agraire et l'indépendance nationale sont au centre du développement de la révolution iranienne, ce qui était parfaitement le cas de la Chine ou de l'Inde en 1938. Bien entendu, la bourgeoisie iranienne, sous la forme de la dictature du Shah, puis de la dictature de la République islamiste n'ont en rien réglé ces questions. Plus exactement, ils ont réglé à leur manière la question de la révolution agraire, en vidant les campagnes et en transformant des millions de paysans en sous prolétariat.

Quant à l'indépendance nationale, l'économie iranienne reste étroitement dépendante de l'impérialisme, mais la question nationale iranienne ne se pose pas dans les mêmes termes qu'elle se posait en Chine ou en Inde en 1938. Les masses iraniennes dans leur lutte pour renverser le Shah ont constitué leurs conseils. La prise du pouvoir était à leur portée, mais il leur a manqué un parti révolutionnaire combattant pour l'Etat ouvrier des conseils. Elles cherchent aujourd'hui à abattre la dictature bourgeoise de la République islamiste, en mêlant toutes les revendications ouvrières et toutes les revendications démocratiques.

Il n'est pas besoin en Iran de passer par le détour de l'Assemblée Constituante pour organiser la lutte, c'est la combinaison des mots d'ordre « A bas le régime ! Pour toutes les libertés, pour toutes les revendications, gouvernement des shuras ! » qu'il faut avancer. Nous reviendrons ultérieurement sur cette discussion.

Direction du CCI(T), le 12 avril 2010.

DEUXIEME PARTIE

- 1. Le renversement définitif de la dictature actuelle en Iran et la conquête des droits démocratiques par la société est une nécessité vitale pour la mobilisation de la classe ouvrière en Iran pour la révolution socialiste.*
- 5. La condition nécessaire pour la victoire de la révolution démocratique en Iran est celle de l'hégémonie dans la direction que doit prendre le prolétariat dans cette révolution*

Hamid Taqvee et Mansoor Hekmat (La révolution iranienne et le rôle du prolétariat – Thèses, décembre 1978)

QUEL PROGRAMME POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE EN IRAN ?

C'est la seconde fois en trente ans que le prolétariat et les peuples d'Iran affrontent une dictature et chacun pressent aujourd'hui que la fin de la république islamique est scellée. Ce qui ne signifie pas que les événements de l'année 1978 qui ont abouti au renversement de la monarchie de Rezâ

chah, vont se répéter pour chasser les mollahs (prêtres) du pouvoir. Néanmoins, pour mieux comprendre la nature, le rythme, les enjeux et mieux cerner les obstacles que connaîtront pendant toute la période à venir les développements de la lutte révolutionnaire renaissante en

Iran, il n'est pas inutile de revenir sur la révolution de 1978-79 et les mouvements de même nature qui l'ont précédée.

LA LONGUE TRADITION REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE ET DES PEUPLES D'IRAN

La mobilisation des masses contre la monarchie a commencé à se manifester dès 1977. En avril, la bourgeoisie libérale organisée dans le parti de Mossadegh, le Front national, avait mis le chah en garde contre le risque d'un déferlement populaire. Puis les écrivains, les intellectuels entrèrent en mouvement contre la censure dès septembre, laissant la place aux étudiants qui engagèrent une grève générale en décembre de la même année. Salimé Etesam écrivait dans La Vérité n° 585 de février 1979 :

« En janvier 1978, les masses déferlent sur la scène de l'histoire en posant d'emblée comme première revendication : le départ du chah. Ce mouvement gigantesque, qui entraîne toutes les couches opprimées, charrie certes des illusions, mais sa force réside dans son contenu politique, c'est à dire son affrontement avec la monarchie ».

On croirait lire, bien que les noms des dictateurs ne soient pas les mêmes en 2009/2010 qu'en 1978, une description de l'actuel mouvement des masses au stade d'une première reconnaissance du terrain. Sa force présente réside de la même façon dans la volonté unique de dizaines de millions d'hommes, de femmes et de jeunes affrontant la dictature des mollahs pour la détruire de fond en comble.

Durant le siècle écoulé, l'Iran a connu une longue tradition de luttes révolutionnaires. A l'aube de la naissance du mouvement ouvrier dans ce pays (les premiers syndicats ont été fondés en 1905 par les ouvriers de l'imprimerie), sous l'impact direct de la révolution russe de 1905, éclate la « révolution constitutionnelle » où la classe ouvrière et les masses s'organisent et font entendre leur voix. La bourgeoisie, mortellement effrayée, passe un compromis avec la hiérarchie des religieux chiites, très influents en Iran et garants de l'ordre monarchique. De ce fait, la constitution octroyée de 1906 pérennise la négation de toutes les revendications démocratiques : la monarchie est maintenue, la laïcité impossible à instaurer car la constitution renforce le pouvoir du clergé chiite, aucune réforme agraire n'est prévue et la domination impérialiste sur le pays n'est pas remise en

cause.

En 1907, l'Iran est partagé en zones d'influence entre la Russie au nord et l'Angleterre au sud. Les peuples d'Azerbaïdjan et du Guilan (dans le nord) et du Khorassan (à l'est) se soulèvent et se donnent des gouvernements autonomes. A Tabriz, la révolution continue et des conseils ouvriers apparaissent (qui à l'époque, se nomment Andjomanes en langue turque). Ces développements révolutionnaires, intolérables pour les classes dominantes et le clergé, fut brisé en 1921 par Rezâ Khân, le chef des cosaques persans qui rétablit l'ordre dans le pays avant de se faire couronner chah (roi) en 1926, inaugurant la dynastie des Pahlavi.

Après la féroce dictature de 20 ans de Rezâ chah, déposé par les Russes et les Anglais en 1941 au vu de ses sympathies pour l'impérialisme allemand, s'ouvre une situation révolutionnaire qui dure, avec des hauts et des bas, jusqu'en 1953. En 1945, comme sous-produit de la vague révolutionnaire mondiale qui se développe après l'effondrement des fascismes allemand et japonais, deux républiques apparaissent, en Azerbaïdjan à Tabriz et au Kurdistan, à Mahabad, sur la base d'un compromis entre la masse paysanne et les grands propriétaires fonciers. Mais au bout d'un an, fin 1946, l'URSS stalinienne se retire militairement de la région. Les peuples azéri et kurde aspirant à l'indépendance, mais maintenus dans le cadre de l'état iranien par les partis nationalistes bourgeois, le parti démocrate d'Azerbaïdjan et celui du Kurdistan (PDK-I), sont livrés à la sanglante répression de l'armée impériale.

Quant à l'épisode sans lendemain du gouvernement bourgeois anti-impérialiste de Mossadegh en 1951 et 53 qui, après avoir chassé Rezâ Chah, le second Pahlavi, osa nationaliser l'industrie pétrolière, gouvernement en rien favorable aux masses mais insupportable à l'impérialisme comme au bâzâr et aux religieux, il fut renversé par un coup d'état fomenté par les Etats-Unis avec l'approbation de la bureaucratie stalinienne. Ainsi furent rétablis le pouvoir du chah et l'ordre traditionnel dans l'empire et l'Etat.

PAS PLUS QU'EN 1906, LA « REVOLUTION BLANCHE » N'A PU REALISER LES TACHES DEMOCRATIQUES

C'est alors que Mohamed Rezâ chah prétendit, en lançant la « révolution blanche », réaliser la réforme agraire et industrialiser le pays, bref jouer le rôle d'une sorte de Bismarck iranien. Ce qui est rigoureusement impossible à l'époque de la domination impérialiste sur le marché mondial duquel l'Iran est éliminé comme tous les pays arriérés et semi-coloniaux.

Déjà, en 1951, la nationalisation des industries pétrolières par Mossadegh n'avait rien réglé. Après le coup d'état de 1953,



*Manifestation de femmes
durant la révolution de 1979 – Iran (1979)*

l'impérialisme américain devait évincer l'Angleterre en se taillant la part du lion dans le contrôle financier des énormes gisements pétroliers au Khouzistan. C'est dans ce contexte de dépendance que le chah prétendit développer l'économie, notamment en lançant une réforme agraire. Dans La Vérité n° 585 de février 1979, organe du CC de l'OCI, voici ce que Salimé Etesam écrivait à ce propos :

« En fait de réforme, il s'agissait tout simplement de déposséder

encore plus les paysans. A la fin de la réforme agraire, un tiers des paysans, appelés les khochnénines, sont sans terre. D'autres sont écrasés sous le poids des dettes et, en fin de compte, les gros propriétaires ont gardé les meilleures terres dont l'étendue n'a pas été mesurée. La politique du chah aggravait la situation (...). Le bilan de la « réforme agraire » du chah est un désastre : expulsion des paysans, exode rural, aggravation de la misère dans les campagnes... »

Et l'auteur d'en tirer la conclusion suivante, du point de vue des tâches à accomplir dans la révolution iranienne : « *Ainsi, la sous-alimentation dans les campagnes, le chômage massif, l'inflation galopante, le manque de logements, d'hygiène, d'éducation, sont le produit de la domination impérialiste. L'exigence d'indépendance nationale est à la base même du mouvement révolutionnaire en Iran* ».

La question agraire se combine à celle des nationalités opprimées dont la lutte permanente pour leurs droits nationaux, est explosive. La revendication de l'indépendance et de l'unité de ces peuples remet en cause tout l'édifice politique imposé par l'impérialisme dans cette région du monde. Il suffit d'examiner la situation du peuple kurde dont

SOUS LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE, LA SITUATION S'AGGRAVE DANS TOUS LES DOMAINES

La classe ouvrière a besoin d'un programme pour centraliser son combat et entraîner derrière elle des masses immenses en mouvement depuis le 13 juin. Ce programme doit définir avec précision les tâches que devra régler la révolution en Iran. Pour répondre à cette question décisive, il nous faut examiner, même brièvement, la situation économique et sociale laissée par trente années de dictature islamique.

On dit parfois (mais c'est là une vue tout à fait superficielle, que l'examen des résultats de la « révolution blanche » impulsée par l'ex-chah réfute aisément) que l'Iran est devenu, en peu d'années, sous le règne de Rezâ chah notamment, grâce à une intensification de l'exploitation de ses richesses pétrolières (et demain du gaz dont le sol recèle des quantités fabuleuses), un grand pays moderne, industrialisé et où le niveau de vie de la population a considérablement augmenté dans la seconde moitié du 20^e siècle. Nous avons vu qu'après trente ans de république islamique, la masse du peuple opprimé est au bord de la famine.

Or les richesses minières, le pétrole, sont toujours sous le contrôle du grand capital international. Avec sa nationalisation sous Mossadegh, l'Angleterre perdit la suprématie au profit des Etats-Unis. Que le pétrole iranien soit resté nationalisé depuis les années 1950 ne change rien à l'affaire : son exploitation n'en reste pas moins entre les mains des grandes compagnies mondiales, et au premier chef américaines.

Que les zones de production aient connu un développement industriel réel, ne réfute pas l'impossibilité qu'a toujours manifestée la faible et peureuse bourgeoisie iranienne bâzâri (ainsi que la nouvelle, disposant de quelques capitaux provenant de l'indemnisation des terres d'anciens propriétaires fonciers) de développer une économie capable de conquérir sa place sur le marché mondial. En 2007, les seules marchandises qu'exporte l'Iran, en dehors du pétrole et de ses dérivés sont les tapis et les pistaches auxquels on peut ajouter les fruits secs, le caviar et quelques minerais ! Quant aux gigantesques réserves de gaz, la république islamique n'a

l'unification nationale dans un état indépendant implique un redécoupage territorial de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de la Syrie (sans compter les minorités kurdes, près de 300 000 habitants, dispersées dans les républiques ex-soviétiques du Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizie, Turkménie – selon les statistiques de 1980 publiées par Gérard Chaliand dans Les Kurdes et le Kurdistan, Paris, Maspéro, 1981).

De son côté, l'indépendance nationale du peuple baloutche, écartelé entre l'Iran et l'état artificiel du Pakistan, bouleverserait l'équilibre politique instable mis en place dans le sous-continent indien par l'impérialisme britannique lors de l'accession à l'Indépendance de l'Inde, coupée en deux en 1948. Les mêmes questions se posent quant aux luttes engagées en 1978-79 par les peuples azéri et turkmène, par le peuple arabe du Khouzistan...

Quant à la politique « industrielle » prônée par le chah, aucun « effort » de la débile bourgeoisie iranienne ne peut lui permettre d'accéder au marché mondial, en dehors du commerce des tapis et du caviar. Les énormes revenus de la rente pétrolière servirent en grande partie à acheter des armes pour sévir contre les peuples, à hauteur de 30 % du budget de l'état impérial !

pas les moyens de les exporter massivement, l'impérialisme y met d'ailleurs bon ordre, ayant le contrôle du marché.

On ne s'étonnera donc pas en lisant ce qu'écrivent les trois auteurs de L'Iran au XX^e siècle, Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard (Fayard, Paris, 2007, réédition juin 2009) : « *Fort peu d'actions ont été entreprises (par la république islamique) pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des exportations comme source de devises et de financement du gouvernement.* » Et d'ajouter : « *L'Iran a donc par nature une forte capacité d'importation qui fait passer au second plan les investissements pour la production intérieure* ». C'est confirmer, avec d'autres mots, ce qu'enseigne la théorie marxiste : la bourgeoisie iranienne, le bâzâr et la nouvelle bourgeoisie affairiste, en dépit du soutien que leur apportent les ayatollahs défenseurs de la propriété privée à laquelle la religion confère un caractère sacré, est incapable de développer une quelconque industrie nationale. Le pays reste économiquement arriéré. Un chiffre : en 1995, les Etats-Unis ou leurs entreprises écran, achetaient le quart du pétrole iranien (contre 9 % en 1971). Pour les ayatollahs très « anti-américains » en paroles, les affaires avant tout !

Un auteur bien informé tel que Bernard Hourcade, analyse la conjoncture économique dangereuse dans laquelle la république islamique se débat aujourd'hui. Il écrit dans la revue Moyen-Orient, n° 1, août-septembre 2009 :

« Trois décennies après l'instauration de la République islamique, les hommes politiques iraniens mesurent le fossé qui sépare les potentialités remarquables de leur pays et la réalité d'une nation en marge de la mondialisation, menacée sur ses frontières, perdant ses jeunes élites, et absent de l'économie internationale si ce n'est par le pétrole ».

Ce constat signifie que pour sortir de l'impasse, l'Iran doit se débarrasser de son régime politique actuel. C'est précisément ce qui est impossible par les voies d'une évolution pacifique. Seule la révolution prolétarienne peut ouvrir une perspective et donner un avenir aux peuples d'Iran.

Quant à l'impérialisme français, il sait fort bien que le régime des mollahs défend au mieux ses intérêts. Le Monde du 12 novembre 2006 écrit :

« Qui investit en Iran ? Principalement les banquiers (la BNP et Commerzbank, la Société générale), les industriels de l'énergie et les fabricants d'automobiles. Le secteur énergétique concentre à lui seul une bonne part des investissements français en Iran. Les banques françaises représentent un quart de tous les crédits consentis au gouvernement de Téhéran jusqu'en mars 2006, soit 6 milliards de dollars sur un total de 25,4 milliards ».

Les grandes sociétés françaises très actives en Iran sont Total, Gaz de France et, hors secteur pétrolier, Peugeot, Citroën et Renault qui fournissent en abondance des pièces détachées aux usines de montage iraniennes. La main-mise de l'impérialisme est ainsi totale, et ce dans tous les domaines.

Si l'industrie iranienne est celle d'un pays dépendant, la structure agraire demeure celle d'un pays arriéré. Nous avons examiné le bilan de « la révolution blanche » de Rezâ chah qui n'a en rien libéré la paysannerie iranienne mais l'a fait au contraire régresser. Les trois auteurs de « *L'Iran au XXe siècle* » écrivent à ce propos :

« Tous les autres paysans – au total, plus d'un million de familles (soit près de 6 millions de personnes, ndlr) – vinrent grossir, en fait, les rangs d'une sorte de sous-prolétariat rural composé de salariés agricoles ne possédant que leur force de travail, de simples nomades sédentarisés dans les pires conditions et

d'autres paysans sans terre, potentiels « paysans dépayés » de la périphérie des villes, (op. cité, p. 295) ».

Et de préciser une particularité de la société rurale en Iran : la « révolution blanche » a eu pour effet « d'aggraver encore une des constantes de l'agriculture iranienne qui est moins manquer de terre que de moyens pour la travailler. (...) La réforme agraire des années 1960-1970, suscitée et pilotée par les Américains, s'est inscrite dans une logique non pas agricole mais industrielle, non pas nationale mais internationale » (pp. 296-297), c'est-à-dire pro-impérialiste.

Quant à la politique agraire, d'abord incohérente et inapplicable de la république islamique, et dont il ne nous est pas possible de relater ici les zigzags par le menu, nos auteurs en tirent la conclusion que :

« Des années de polémiques et de conflits incessants sur la question agraire contribuèrent plus à révéler la véritable nature – fondamentalement libérale – du régime islamique qu'à régler les lancinants problèmes de l'agriculture et des campagnes iraniennes » (op. cité, p. 301).

Les faits sont implacables : la solution de la question agraire en Iran, comme dans tous les pays dépendants et semi-coloniaux, ne peut être accomplie que si la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique.

Un simple fait dispense de toute longue démonstration : aujourd'hui, alors que les revenus pétroliers de l'Iran ont chuté de moitié, les importations alimentaires ont quadruplé en volume par rapport à celles de 1978.

LES REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES : LEVIER INDISPENSABLE A LA REVOLUTION PROLETARIENNE

A partir de ce constat, la question qui se pose aux marxistes en Iran, et en premier chef à nos camarades du Parti communiste-ouvrier (PCOI), est celle du programme dont a besoin la classe ouvrière pour se rassembler sur un axe politique indépendant avec des mots d'ordre, une stratégie et une tactique adaptées à l'évolution de la situation.

La position de principe du marxisme, résumée dans le Programme de transition nous semble plus actuelle que jamais dans le cas de l'Iran d'aujourd'hui :

« Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la REVOLUTION AGRAIRE, c'est à dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'INDEPENDANCE NATIONALE, c'est à dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre. »

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre d'ASSEMBLEE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ». A une certaine étape de la mobilisation des masses sous les mots

d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les Soviets (Shuras) peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée Nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les Soviets (Shuras) doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir l'ère de la révolution socialiste ».

Les trotskystes ont déjà fait l'expérience de la révolution de 1978 en Iran. Une déclaration du Secrétariat international du CORQUI (Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale) auquel des militants révolutionnaires iraniens étaient affiliés à l'époque, analyse la situation créée par la chute du chah et l'insurrection des 11-12 février 1979 qui avait brisé l'appareil d'état impérial :

« L'appareil de domination de la bourgeoisie a été disloqué, il a éclaté. Ce que la révolution met à l'ordre du jour, c'est la centralisation des comités, pour qu'ils puissent substituer à cet Etat, démantelé mais toujours existant, l'Etat des conseils (shuras) ».

Et la résolution montre comment la bourgeoisie iranienne et l'impérialisme prétendent accomplir la tâche de reconstruction de l'appareil d'Etat, mais à leur propre compte et contre les masses insurgées :

« Pour entreprendre cette tâche, Khomeini et

Bazargan (le premier ministre de l'époque), ne peuvent que renier les promesses démocratiques. Loin de convoquer une Assemblée constituante, ils envisagent par la voie d'un plébiscite de rétablir un pouvoir de fait. (...) L'avant-garde révolutionnaire exprimant consciemment les nécessités de la révolution ne renonce à la défense d'aucune des revendications démocratiques et nationales. Au contraire, elle est la seule à pouvoir défendre avec conséquence l'appel à une Assemblée constituante souveraine » (texte publié dans La Vérité n° 586 d'avril 1979).

Comme nous l'avons analysé dans la première partie de cet article, il ne saurait être question, au stade actuel atteint par le mouvement révolutionnaire, de lancer le mot d'ordre des conseils ouvriers comme moyen d'un « dialogue » avec le gouvernement actuel.

Par contre, si le développement de la mobilisation des masses fait réapparaître les conseils, les shuras, alors les révolutionnaires les appuieront de toutes leurs forces. Non pour en faire des appendices « ouvriers » respectueux de la république islamique, mais au contraire, pour en faire la base du renversement révolutionnaire de l'état théocratique et pour que se constitue un état ouvrier dont la première tâche sera de réaliser les revendications démocratiques de masses iraniennes.

Le programme « maximum » qui est celui des mots d'ordre et objectifs du prolétariat pour la construction du socialisme, n'est en rien contradictoire avec le programme « minimum » qui tend à renforcer le mouvement des masses (paysannerie, nationalités opprimées, chômeurs, etc.).

Tout au contraire, les mots d'ordre nécessaires au développement de la révolution se combinent en découlant les uns des autres. C'est même le seul moyen permettant d'entraîner la majorité des masses, ouvrières et petites-bourgeoises, afin que le prolétariat puisse se saisir du pouvoir politique.

Le prolétariat iranien ne renonce à aucune des revendications démocratiques qu'il formulait en 1978-79 :

- échelle mobile des salaires,
- système de santé gratuit,
- limitation de la semaine de travail,
- mise hors d'état de nuire de tous les éléments liés à l'ancien régime,
- contrôle ouvrier de la production et de la distribution par les shuras, ainsi que des embauches, de la formation professionnelle et des conditions de travail (sécurité, hygiène, soins, horaires, retraites, chômage...),
- liberté d'expression, liberté de la presse, de manifestation, de réunion,
- liberté syndicale, légalisation des grèves.

A ces revendications, l'expérience historique de la dictature islamique impose d'ajouter des mots d'ordre qui concentrent

à eux seuls « la liquidation de l'héritage féodal » et que seul le prolétariat peut réaliser dans les faits en s'emparant du pouvoir en lieu et place de la bourgeoisie : non seulement la réforme agraire et l'indépendance nationale, mais les droits des nationalités et surtout en finir avec la réaction noire de l'oppression religieuse :

- séparation totale de l'Etat et de l'éducation, de la famille, de l'enseignement, avec l'Islam et toute autre religion,
- abolition de la charia,
- abolition de toute loi discriminatoire contre les femmes et satisfaction des mots d'ordre définis par leur mouvement spécifique dès 1979 (port du voile, vie du couple, vie sexuelle...)

Ces mots d'ordre se combinent avec ceux exigeant que soit mis à bas l'Etat islamique, ce qu'exprime politiquement l'appel à une Assemblée constituante souveraine.

Le prolétariat qui est la seule classe capable de lutter jusqu'au bout pour les revendications démocratiques (alors que ni la bourgeoisie et ses partis, ni les partis petits-bourgeois, y compris le parti Toudeh (stalinien) ne veulent engager le combat pour elles) doit savoir combiner ce programme minimum à son propre programme révolutionnaire, en fonction de la maturité plus ou moins grande de la situation et de son évolution dans la lutte.

Ce travail politique indispensable, seuls nos camarades du PCOI sont en mesure de l'entreprendre et de le mener à bien dans les conditions concrètes des développements de la révolution en Iran. Ils ont d'ailleurs commencé à le faire en intervenant, comme l'explique le camarade Nasser Asqari dans son interview, dans la rédaction de la plate-forme des dix organisations ouvrières pour le 1^{er} mai 2009, puis en avançant leur plate-forme en dix points du 26 juin.

Il leur reste à définir une tactique et à avancer les mots d'ordre transitoires permettant à la révolution de faire un pas décisif, de lui donner confiance en ses propres forces, de préparer dans les meilleures conditions l'affrontement décisif avec le régime islamique dévoré de contradictions, pour abattre ce régime.

Des observateurs bienveillants expliquent que la crise étant à ce point explosive entre les différents clans, cliques ou gangs qui se déchirent à la tête de la république islamique, que la décomposition ou le pourrissement de celle-ci devrait permettre, tôt ou tard, son effondrement en quelque sorte « naturel ». C'est là semer des illusions. Un régime de ce type, rompu à toutes les roueries et manœuvres de la contre-révolution, ne saurait disparaître de lui-même, si on ne le fait chuter.

La seule façon d'y parvenir est de renforcer les capacités de combat du prolétariat, de préparer notamment la grève générale et de la nourrir politiquement pour en faire une force invincible. Pour mener cette tâche à son terme, l'existence et le combat de nos camarades du PCOI est aujourd'hui un acquis inestimable que n'eut pas, hélas, la révolution confisquée et défaite de 1978-81.

EN GUISE DE CONCLUSION : UNE REVOLUTION QUI NE PEUT A NOUVEAU QU'EBRANLER LE MONDE

Il y a près d'un siècle, la révolution russe, qui éclatait en février 1917 par un soulèvement du prolétariat de Pétrograd,

trionphait en octobre en portant la classe ouvrière au pouvoir sous le drapeau de la lutte pour la paix et le pain. Les autres

prolétariats y voyaient leur avenir proche dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe qui concrétiseraient la possibilité du socialisme pour tous les peuples du vieux continent. La Russie révolutionnaire semblait dire à l'Europe saignée par quatre ans de guerre impérialiste :

« J'ai fait la révolution pour en finir à jamais avec la guerre, la famine et l'exploitation. Mais je suis ruinée par la guerre impérialiste et de plus, très arriérée et misérable. Mes peuples meurent de faim. Vous, ouvriers d'Europe : suivez notre exemple, prenez le pouvoir dans chacun de vos pays et alors, en peu de temps, ensemble nous reconstruirons un monde où chacun mangera à sa faim, aura une vie digne et l'accès à tous les trésors de la culture ».

Ce programme, qui fut celui de la 3^e Internationale, née de la guerre et de la révolution d'Octobre, ne fut pas réalisé pour de multiples raisons et la barbarie se déchaîna tout au long du 20^e siècle sur l'Europe et sur le monde.

Aujourd'hui la révolution qui se cherche en Iran a une importance comparable. Sa victoire serait un appel d'air et une nouvelle voie ouverte pour les prolétariats opprimés et exploités de tous les autres pays. Elle le serait plus encore pour les pays où la population souffre sous la férule de l'islamisme, radical ou modéré, de l'Afrique à l'Extrême-Orient. Elle bouleverserait tous les équilibres instables instaurés par la terreur ou la simple dictature « démocratique » au Moyen-Orient, au profit de la révolution socialiste internationale ⁸.

⁸ Erratum. Nous n'avons rien à modifier à cet article écrit en septembre 2009 si ce n'est rectifier une erreur au début de la première partie : les Moudjahidin du peuple n'ont jamais été une organisation « maoïste » mais se sont toujours réclamés de l'islam politique. Dont acte.

Fabrice LEFRANCOIS, le 22 septembre 2009.

La situation révolutionnaire continue en Iran marquée par des avancées et des reculs du mouvement contre le régime. Pour mieux apprécier la situation CPFC fait un point sur les très nombreuses luttes ouvrières qui touchent l'ensemble du pays. Elles sont diverses, variées, marquées par la crise du capitalisme et par la situation révolutionnaire.

SEPT MOIS DE SALAIRES IMPAYES DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

Selon le « Islamic Republic Daily » du 7 avril 2010, environ 150 ouvriers de l'industrie textile de la province d'Ardabil (nord-ouest de l'Iran) se sont rassemblés devant les bureaux du gouverneur pour réclamer le paiement de sept mois de salaires impayés. Cette usine textile entrait dans le cadre de l'agenda économique pré-électoral d'Ahmadinejad, comme un élément de sa campagne. L'usine devait faire rapidement des bénéfices et employer environ 5.000 ouvriers. Depuis, l'usine a réduit son personnel de 15% et les salaires restent impayés.

FERMETURE DE L'USINE METALLURGIQUE N°1 DE TEHERAN JUSQUE FIN AVRIL

HRANA News (7 avril 2010) : En raison du manque de matière première, l'usine métallurgique n°1 de Téhéran arrête la production jusque fin avril et les portes seront fermées aux travailleurs.

Selon la déclaration d'une militante ouvrière de l'usine, cette fermeture d'usine arrive alors que les ouvriers de l'industrie métallurgique attendent encore des salaires de l'année dernière. Lors d'une discussion, Parvin Mohammadi, militante ouvrière de l'industrie métallurgique a déclaré « On a dit aux ouvriers qu'il y aurait toujours du travail, mais que l'usine sera fermée jusque fin avril à cause du manque de matière première ». Elle ajoute : « Cette usine emploie environ 350 travailleurs titulaire qui produisent des pièces préfabriquées métalliques pour des caravanes ». Cette travailleuse dit aussi : « L'année dernière nous avons connu une situation similaire et l'usine était fermée jusque fin avril ce qui avait provoqué une absence de salaire pour les ouvriers pendant trois mois ». Elle est également inquiète pour la situation des ouvriers de l'usine métallurgique n°2 : « Cette usine a réouvert ses portes après les vacances de Nowrouz et les 350 ouvriers sont de retour à leurs postes de travail. » Elle précise : « les ouvriers de l'usine métallurgique n°2 qui construisent des ponts métalliques attendent aussi toujours le paiement d'un mois de salaire de l'année dernière ». Les usines métallurgiques n°1 et n°2 font partie d'une des plus grande zone de production du sud-ouest de Téhéran.

300 OUVRIERS LICENCIES A AHVAZ PIPE (INDUSTRIE PETROLIERE IRANIENNE)

Les ouvriers de l'usine Ahvaz Pipe n'ont pas été payés depuis un an. En plus, au moment de la reprise du travail après les jours fériés de Nowrouz (nouvelle année), près de 300 ouvriers de l'usine ont été licenciés. L'année dernière (1388 soit de mars 2009 à mars 2010), les ouvriers d'Ahvaz Pipe ont protesté à plusieurs reprises pour obtenir le paiement de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail, revendications qui n'ont pas abouties.

Pour rappel en octobre 2009 :

Dans un communiqué daté du 25 octobre (3 Aban), le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran indique qu'une nouvelle protestation des ouvriers d'Ahvaz Pipe en lutte pour le paiement de leurs salaires a eu lieu au centre de la ville d'Ahvaz (Khuzestan). Des milliers de personnes ont participé à cette manifestation, malgré les tentatives des forces de répression d'empêcher la population de la ville de rejoindre la manifestation des travailleurs. Des agents des forces de sécurité du régime ont néanmoins pu confisquer des téléphones portables de gens qui tentaient de prendre des photos ou de filmer la manifestation. Lors de cette manifestation, les travailleurs et la population ont scandé des slogans comme « *mort au dictateur* », « *mort aux capitalistes* », « *la vie humaine est notre droit inaliénable* » ou « *gouvernement incapable, démission, démission !* ».

PETITION : LIBERTE POUR JAMAL SABERI !

Dans le cadre de la campagne internationale de solidarité avec notre camarade du PCOI Jalal Ahmadzade-Nouei, alias Jamal Saberi, CPFC invite tous ces lecteurs à faire sien ce combat.

En plus des autres actions nécessaires, comme écrire aux consulats et ambassades du Japon ou envoyer des messages de protestations aux autorités japonaises, une pétition vient d'être mise en ligne pour demander la libération et l'arrêt de la procédure d'expulsion à l'encontre de notre camarade Jamal Saberi (membre du PCOI), opposant au régime iranien, résident au Japon et menacé d'expulsion vers l'Iran où l'attendent au moins la prison et la torture si ce n'est une condamnation à mort.

Texte de la pétition traduit en français :

A : Ministère Japonais de la Justice et UNHCR au Japon.

Je vous écris pour exprimer ma plus vive préoccupation en ce qui concerne la situation de Jamal Saberi (Jalal Ahmadzade-Nouei) qui est actuellement en détention à Tokyo et doit être expulsé vers l'Iran. Jamal Saberi est un opposant politique connu du régime islamique d'Iran et est un militant des droits humains depuis 18 ans au Japon. La sécurité et la vie de Jamal Saberi seraient menacées s'il retournait en Iran. La tentative du Japon de renvoyer de force un militant politique iranien constitue une violation du principe internationale du non-refoulement qui interdit le retour forcé d'une personne dans un pays où sa vie ou sa liberté sont menacées. Jamal Saberi a déjà subi deux attaques cardiaques lorsqu'il avait auparavant été détenu dans un centre de rétention japonais. Je demande aux autorités japonaises de l'immigration de le libérer immédiatement et d'annuler son ordre d'expulsion. Monsieur Saberi a des craintes tout à fait fondées de persécution par le régime islamique. Il doit être reconnu comme réfugié politique et mérite la protection selon les accords de l'ONU sur le statut des réfugiés dont le Japon est signataire. Je demande votre intervention immédiate dans ce contexte où une vie est en danger. Il va sans dire que l'UNHCR et le gouvernement japonais seront tenus pour responsables pour la vie et la liberté de Jamal .

Signer cette pétition (en anglais) : <http://www.petitiononline.com/Jamal10/petition.html>



Autres actions pour participer à la campagne de solidarité avec Jamal Saberi :

- Envoyer des lettres de protestations aux ambassades et consulats japonais en votre nom ou au nom de votre syndicat, parti, organisation : sur le site <http://iranenlutte.wordpress.com/2010/03/22/non-a-lexpulsion-de-jamal-ecrivez-aux-consulats-et-aux-ambassades/> des exemples de lettres-types et les adresses des différents consulats du Japon en France.
- Envoyer des messages de protestation aux autorités japonaises : vous pouvez envoyer depuis cette adresse (<http://hambastegi.ruzeroshan.com/jamalS/jamal291.php?nr=90828065&lang=en>) des messages automatiques (en anglais) au Ministère de la Justice du Japon et à l'UNHCR à Tokyo (voir le texte en français (<http://iranenlutte.wordpress.com/2010/03/09/petition-non-a-lexpulsion-de-jamal-saberi/>)).

SOLIDARITE AVEC JAMAL AU JAPON

Le 31 mars à eu lieu à Tokyo (Japon) une manifestation d'organisations ouvrières japonaises (syndicales et communistes) et de militants du PCOI dans le cadre de la journée internationale contre la politique anti-réfugiés du Japon et en solidarité avec notre camarade Jamal Saberi, militant du PCOI résident au Japon et menacé d'expulsion vers l'Iran.



JAPON : NON A L'EXPULSION DE JAMAL SABERI VERS L'IRAN !

Lettre du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran au Ministère de la Justice du Japon publié le 8 mars sur le site Rowzane :

Parti Communiste-Ouvrier d'Iran à : Ministère de la Justice du Japon

Objet : Protestation contre l'arrestation et la possible expulsion de Monsieur Jalal Ahmadzadeh-Nouei, alias Jamal Saberi.

Le 8 mars 2010.

Madame, Monsieur,

Nous avons reçu des informations indiquant l'arrestation de Monsieur Jalal Ahmadzadeh-Nouei (Jamal Saberi), membre du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran et militant connu pour les droits du peuple d'Iran, par le Bureau Japonais de l'Immigration dans l'intention de l'expulser vers l'Iran. Nous voudrions par la présente vous informer que si une telle expulsion avait lieu, nous n'avons aucun doute que ce qui attend monsieur Jamal Saberi est l'emprisonnement, d'horribles tortures et une possible exécutions. Aussi, nous vous écrivons pour protester fortement contre cet acte tout à fait inacceptable de la part des autorités japonaises.

Le gouvernement japonais et son ministère de la justice sont certainement conscients des risques qui menacent la vie de Monsieur Saberi si il devait être expulsé vers l'Iran. Nous, ainsi que les organisations des droits humains, les avons dans le passé informé de ces risques. Pourtant, les autorités japonaises ont décidé de mettre en danger la vie d'un opposant actif et célèbre du régime iranien à un moment où le régime iranien décide des verdicts bestiaux de condamnations pour « inimitié avec Dieu » à l'encontre de citoyens ordinaires qui manifestaient dans les rues, ce qui, inutile de le dire, est passible de la peine de mort dans une théocratie tyrannique comme celle qui dirige l'Iran.

Nous sommes profondément affligés de voir le gouvernement japonais se mettre clairement du côté du régime islamiste inhumain de Téhéran. Aussi, le peuple iranien ainsi que l'opinion publique mondiale auraient raison de considérer le gouvernement japonais comme un complice des crimes atroces commis contre des citoyens ordinaires en Iran, crimes qui, dans ce cas, attendront sans aucun doute un opposant connu et organisé du régime iranien. Aussi, nous demandons au gouvernement japonais de libérer immédiatement Monsieur Jamal Saberi et de révoquer son ordre d'expulsion.

Sincèrement,

Pour le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran,

Asqar Karimi

INTRODUCTION A LA DISCUSSION SUR LA QUESTION DE LA RELIGION

Dans la situation actuelle de crise fondamentale du capitalisme, les conditions de la lutte de classes s'exacerbent, et les bourgeoisies en difficulté, affaiblies, qui se préparent à la guerre de classe ressortent de leurs chapeaux les vieilles armes pour détourner les masses du socialisme : nationalisme et religion, mamelles de la division de la classe ouvrière.

Deux textes de Lénine, sont reproduits ci-après, le premier du 3 décembre 1905 rappelle l'analyse des marxistes à l'égard de la religion comme aspect de l'oppression spirituelle dans le cadre de l'exploitation capitaliste. Le second texte, article en date du 13(26) mai 1909 traite de l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de la religion dans une discussion sur l'intervention d'un député membre du parti social-démocrate russe auquel Lénine appartient à cette époque.

Le premier texte rappelle en particulier que le programme

des marxistes « est fondé tout entier sur une philosophie scientifique, rigoureusement matérialiste. En conséquence, il est donc nécessaire d'expliquer les véritables racines historiques et économiques du brouillard religieux. Notre propagande comprend nécessairement celle de l'athéisme... ». Pour autant Lénine écrit qu'« en aucun cas nous devons nous fourvoyer dans les abstractions idéalistes de ceux qui posent le problème religieux en terme de raison pure, en dehors de la lutte de classe. »



Ilham Moussaïd, candidate voilée du NPA aux élections régionales - France (février 2010)

Dans le second texte il détaille en reprenant la méthode et les arguments qu'Engels a utilisés pour combattre ceux qui voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion (manifeste des réfugiés de la Commune). Engels a considéré comme une sottise

cette déclaration « tapageuse » qui met au premier plan les divisions religieuses au lieu des divisions politiques, faisant dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière des tâches essentielles de la lutte de classes et révolutionnaires vers « *l'anticléricisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger* ».

Ainsi pour Engels comme pour Lénine, le Parti ouvrier doit travailler patiemment à l'œuvre d'éducation et d'organisation du prolétariat qui aboutit au dépérissement de la religion au lieu de se jeter dans l'aventure d'une guerre politique contre la religion.

De plus, revenant sur le point du programme d'Erfurt, programme du parti de la social-démocratie allemande (1891) : « Proclamer la religion comme affaire privée » qui explicite la tactique politique de la social démocratie à l'égard de la religion, Engels a jugé nécessaire de préciser après 1890 que « *la religion est une affaire privée en face de l'Etat, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le Parti ouvrier* ». Pourquoi cette précision s'est-elle avérée nécessaire ? Parce que cette tactique avait engendré une nouvelle déformation du marxisme dans le sens de l'opportunisme.

La position du parti ouvrier à l'égard de la religion doit donc éviter deux écueils :

1. la déclaration de guerre contre la religion,
2. la dérive opportuniste qui exprime le désir de se mettre à la portée des ouvriers croyants, de ne pas les heurter.

Lénine insiste sur la nécessité de lier la lutte contre la religion à la pratique concrète du mouvement de la classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion. Le parti ouvrier ne peut donc camper sur une position idéologique, abstraite partant du fait que « *le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion non sur le terrain abstrait, purement théorique... mais de façon concrète sur le terrain de la lutte de classe réellement en cours qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout* », **en tenant compte de l'ensemble de la situation concrète.**

En conséquence de quoi, Lénine affirme que « *nous autorisons à l'intérieur du parti la liberté d'opinion mais seulement dans certaines limites déterminées par la liberté de tendance, mais nous ne sommes pas tenus de marcher la*

main dans la main avec les propagateurs actifs de points de vue écartés par la majorité du parti. »

A la lumière de la méthode avec laquelle Marx, Engels et Lénine examinent cette question nous pouvons répondre aux problématiques posées à la fois par le projet de loi sur l'interdiction du port de la Burqa : proclamer la religion affaire privée en face de l'Etat et à la fois de nous positionner par rapport à la présentation sur les listes du NPA d'une militante portant le voile : le point de vue explicitement défendu par cette militante est-il ou non écarté par la majorité du NPA ? Que nous indique la réponse à cette question sur la nature de la direction du NPA ?

Le second article de Lénine se termine sur l'analyse des conditions qui ont donné lieu en Occident à l'interprétation opportuniste sur le point « proclamer la religion comme affaire privée ».

Dans des conditions particulières, en France et en Allemagne, la lutte contre la religion a été une tâche historique des bourgeoisies révolutionnaires pour en finir avec le féodalisme et les pratiques moyenâgeuses. A la fin de ces révolutions bourgeoises, la lutte contre le socialisme est devenue la priorité de la bourgeoisie. **L'anticléricisme bourgeois est alors devenu le moyen de détourner l'attention des masses ouvrières du socialisme**, c'est pourquoi les gouvernements bourgeois ont organisé une croisade contre le cléricisme. Dans ce cadre, dit Lénine, « *les social-démocrates devaient opposer précisément la subordination de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme.* »

Ces conditions particulières sont liées à la phase ascendante et progressiste de la bourgeoisie, ce qui n'est plus le cas dès le début du 20^{ème} siècle à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. C'est pourquoi, dit Lénine, en Russie « *le prolétariat étant le chef de la révolution... son parti doit être le chef idéologique de la lutte contre toutes les pratiques moyenâgeuses, y compris la vieille religion officielle...* ». A partir de cette époque, c'est au prolétariat, seule classe révolutionnaire que cette tâche revient.

Les bourgeoisies utilisent toutes leurs armes pour détourner leurs prolétariats du socialisme, le brouillard religieux est aujourd'hui l'arme idéologique la plus usitée de par le monde. Cette présentation des textes de Lénine et la méthode d'analyse qu'ils déroulent se veut une introduction à une nécessaire discussion sur cette question entre les militants, discussion qui doit prendre en compte l'ensemble de la situation concrète tant en France qu'au niveau international.

Julie LAROUSSE, le 10 avril 2010.

Lénine

Socialisme et religion

3.12.1905

Source : « *Novaia Jizn* » n° 28, - *Œuvres* t. X (novembre 1905 – juin 1906)

La société moderne est fondée tout entière sur l'exploitation des grandes masses de la classe ouvrière par une infime minorité de la population appartenant aux classes des propriétaires fonciers et des capitalistes. C'est une société d'esclavagistes, car les ouvriers « libres » qui travaillent toute leur vie pour le capital, n'ont « droit » qu'aux moyens d'existence strictement indispensables à l'entretien des esclaves produisant les bénéfices, qui permettent d'assurer et de perpétuer l'esclavage capitaliste.

L'oppression économique qui pèse sur les ouvriers, provoque et engendre inévitablement sous diverses formes l'oppression

politique, l'abaissement social, l'abrutissement et la dégradation de la vie intellectuelle et morale des masses. Les ouvriers peuvent obtenir une liberté politique plus ou moins grande afin de lutter pour leur affranchissement économique, mais aucune liberté ne les débarrassera de la misère, du chômage et de l'oppression tant que le pouvoir du capital ne sera pas aboli. La religion est un des aspects de l'oppression spirituelle qui accable toujours et partout les masses populaires, écrasées par un travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et l'isolement. La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées dans leur lutte contre les exploiters que la croyance aux dieux, aux diables, aux miracles naît de l'impuissance du sauvage dans sa lutte contre la nature. A ceux qui peinent toute leur vie dans la misère, la religion enseigne la patience et la résignation ici-bas, en les berçant de l'espoir d'une récompense céleste. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une facile justification de leur existence d'exploiteurs et leur vendant à bon compte des billets donnant accès à la félicité divine. La religion est l'opium du peuple. La religion est une espèce d'alcool spirituel dans lequel les esclaves du capital noient leur image humaine et leur revendication d'une existence tant soit peu digne de l'homme.

Mais l'esclave qui a pris conscience de sa condition et s'est levé pour la lutte qui doit l'affranchir, cesse déjà à moitié d'être un esclave. L'ouvrier conscient d'aujourd'hui, formé par la grande industrie, éduqué par la ville, écarte avec mépris les préjugés religieux, laisse le ciel aux curés et aux tartuffes bourgeois et s'attache à la conquête d'une meilleure existence sur cette terre. Le prolétariat moderne se range du côté du socialisme qui fait appel à la science pour combattre les fumées de la religion et, organisant l'ouvrier dans une lutte véritable pour une meilleure condition terrestre, le libère de la croyance en l'au-delà.

La religion doit être déclarée affaire privée ; c'est ainsi qu'on définit ordinairement l'attitude des socialistes à l'égard de la religion. Mais il importe de déterminer exactement la signification de ces mots, afin d'éviter tout malentendu. Nous exigeons que la religion soit une affaire privée vis-à-vis de l'État, mais nous ne pouvons en aucune façon considérer la religion comme une affaire privée en ce qui concerne notre propre Parti. L'État ne doit pas se mêler de religion, les sociétés religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'État. Chacun doit être parfaitement libre de professer n'importe quelle religion ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme le sont généralement les socialistes. Aucune différence de droits civiques motivée par des croyances religieuses ne doit être tolérée. Toute mention de la confession des citoyens dans les papiers officiels doit être incontestablement supprimée. L'État ne doit accorder aucune subvention ni à l'Église ni aux associations confessionnelles ou religieuses, qui doivent devenir des associations de citoyens coreligionnaires, entièrement libres et indépendantes à l'égard du pouvoir. Seule la réalisation totale de ces revendications peut mettre fin à ce passé honteux et maudit où l'Église était asservie à l'État, les citoyens russes étant à leur tour asservis à l'Église d'État, où existaient et étaient appliquées des lois inquisitoriales moyenâgeuses (maintenues jusqu'à ce jour dans nos dispositions légales), qui persécutaient la croyance ou l'incroyance, violaient la conscience et faisaient dépendre les promotions et les rémunérations officielles de la distribution de tel ou tel élixir clérical. La séparation complète de l'Église et de l'État, telle est la revendication du prolétariat socialiste à l'égard de l'État et de l'Église modernes.

La révolution russe doit faire aboutir cette revendication comme une partie intégrante et indispensable de la liberté politique. Sous ce rapport, la révolution russe est placée dans des conditions particulièrement favorables, le détestable régime bureaucratique de l'autocratie féodale et policière ayant provoqué le mécontentement, l'effervescence et l'indignation dans le clergé même. Si misérable, si ignorant que fût le clergé orthodoxe russe, il s'est réveillé cependant au fracas de la chute de l'ancien régime, du régime médiéval en Russie. Le clergé lui-même soutient aujourd'hui la revendication de liberté, s'élève contre le bureaucratisme officiel et l'arbitraire administratif, le mouchardage policier imposé aux « ministres de Dieu ». Nous autres socialistes, nous devons appuyer ce mouvement en poussant jusqu'au bout les revendications des représentants honnêtes et sincères du clergé, en les prenant au mot quand ils parlent de liberté, en exigeant qu'ils brisent résolument tout lien entre la religion et la police. Ou bien vous êtes sincères, et vous devez dès lors réclamer la séparation complète de l'Église et de l'État, de l'école et de l'Église et demander que la religion soit déclarée affaire privée, et cela de façon absolue et catégorique. Ou bien vous ne souscrivez pas à ces revendications conséquentes de liberté, et cela signifie que vous êtes toujours prisonniers des traditions inquisitoriales, que vous voulez toujours avoir accès aux promotions et aux rémunérations officielles, que vous ne croyez pas à la puissance de vos armes spirituelles, que vous continuez à accepter les pots-de-vin de l'État ; et alors les ouvriers conscients de Russie vous déclarent une guerre sans merci.

Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre Parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme de croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Église et de l'État afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse, notre propagande. Mais notre association, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation, s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abêtissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée ; elle intéresse tout le Parti, tout le prolétariat.

Mais puisqu'il en est ainsi, pourquoi ne nous déclarons-nous pas athées dans notre programme ? Pourquoi n'interdisons-nous pas aux chrétiens et aux croyants l'entrée de notre Parti ?

La réponse à cette question fera ressortir la différence très importante des points de vue de la démocratie bourgeoise et de la social-démocratie sur la religion.

Notre programme est fondé tout entier sur une philosophie scientifique, rigoureusement matérialiste. Pour expliquer notre programme il est donc nécessaire d'expliquer les véritables racines historiques et économiques du brouillard religieux. Notre propagande comprend nécessairement celle de l'athéisme ; et la publication à cette fin d'une littérature scientifique que le régime autocratique et féodal a proscrite et poursuivie sévèrement jusqu'à ce jour doit devenir maintenant une des branches de

l'activité de notre Parti. Nous aurons probablement à suivre le conseil qu'Engels donna un jour aux socialistes allemands : traduire et répandre parmi les masses la littérature française du XVIII^e siècle athée et démystifiante¹.

Mais en aucun cas nous ne devons nous fourvoyer dans les abstractions idéalistes de ceux qui posent le problème religieux en termes de « raison pure », en dehors de la lutte de classe, comme font souvent les démocrates radicaux issus de la bourgeoisie. Il serait absurde de croire que, dans une société fondée sur l'oppression sans bornes et l'abrutissement des masses ouvrières, les préjugés religieux puissent être dissipés par la seule propagande. Oublier que l'oppression religieuse de l'humanité n'est que le produit et le reflet de l'oppression économique au sein de la société serait faire preuve de médiocrité bourgeoise. Ni les livres ni la propagande n'éclaireront le prolétariat s'il n'est pas éclairé par la lutte qu'il soutient lui-même contre les forces ténébreuses du capitalisme. L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel.

Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti. Nous préconiserons toujours la conception scientifique du monde ; il est indispensable que nous luttons contre l'inconséquence de certains « chrétiens », mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faille mettre la question religieuse au premier plan, place qui ne lui appartient pas ; qu'il faille laisser diviser les forces engagées dans la lutte politique et économique véritablement révolutionnaire au nom d'opinions de troisième ordre ou de chimères, qui perdent rapidement toute valeur politique et sont très vite reléguées à la chambre de débarras, par le cours même de l'évolution économique.

La bourgeoisie réactionnaire a partout eu soin d'attiser les haines religieuses - et elle commence à le faire chez nous - pour attirer de ce côté l'attention des masses et les détourner des problèmes économiques et politiques réellement fondamentaux, problèmes que résout maintenant le prolétariat russe, qui s'unit pratiquement dans sa lutte révolutionnaire. Cette politique réactionnaire de morcellement des forces prolétariennes, qui se manifeste aujourd'hui surtout par les pogromes des Cent-Noirs, trouvera peut-être demain des mesures plus subtiles. Nous lui opposerons dans tous les cas une propagande calme, ferme, patiente, qui se refuse à exciter des désaccords secondaires, la propagande de la solidarité prolétarienne et de la conception scientifique du monde.

Le prolétariat révolutionnaire finira par imposer que la religion devienne pour l'État une affaire vraiment privée. Et, dans ce régime politique débarrassé de la moisissure médiévale, le prolétariat engagera une lutte large et ouverte pour la suppression de l'esclavage économique, cause véritable de l'abêtissement religieux de l'humanité.

Lénine

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion

13 (26).05.1909

Source : « *Proletari* » n°45 - *Œuvres* t. XV (mars 1908 – août 1909)

Le discours que le député Sourkov a prononcé à la Douma d'Etat lors de la discussion du budget du synode, et les débats exposés ci-après, qui se sont institués au sein de notre fraction parlementaire autour du projet de ce discours, ont soulevé une question d'une importance extrême et on ne peut plus actuelle. Il est hors de doute que l'intérêt pour tout ce qui touche à la religion s'est, aujourd'hui, emparé de larges sections de la « société » et a pénétré dans les milieux intellectuels proches du mouvement ouvrier, ainsi que dans certains milieux ouvriers. La social-démocratie se doit absolument d'intervenir pour faire connaître son point de vue en matière de religion.

La social-démocratie fait reposer toute sa conception sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique du marxisme, ainsi que l'ont proclamé maintes fois Marx et Engels, est le matérialisme dialectique qui a pleinement fait siennes les traditions historiques du matérialisme du XVIII^e siècle en France et de Feuerbach (première moitié du XIX^e siècle) en Allemagne, matérialisme incontestablement athée, résolument hostile à toute religion. Rappelons que tout l'*Anti-Dühring* d'Engels, dont le manuscrit a été lu par Marx, accuse le matérialiste et athée Dühring de manquer de fermeté idéologique dans son matérialisme, de ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons que dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels lui reproche d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire, mais dans celui de la replâtrer, d'inventer une religion nouvelle, « élevée », etc. « La religion est l'opium du peuple². » Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer « plus à gauche » ou « plus révolutionnaires » que les social-démocrates, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion ; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de

¹ Voir F. Engels, La littérature politique des émigrés. Le programme des communards blanquistes émigrés.

² K. Marx : « *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel.* » (Introduction).

rendre plus difficile son dépérissement effectif. Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à *pratiquer* à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchique³. En 1877, dans l'*Anti-Dühring*, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, « être plus Bismarck que Bismarck lui-même », c'est-à-dire reprendre la sottise de la lutte bismarckienne contre les cléricaux (la fameuse « lutte pour la culture », le *Kulturkampf*, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du *Zentrum*, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que *raffermir* le cléricisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion⁴. Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la social-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. « Proclamer la religion une affaire privée. » Ce point célèbre du programme d'Erfurt (1891) a consacré cette tactique politique de la social-démocratie.

Cette tactique est devenue désormais routinière ; elle a engendré une nouvelle déformation du marxisme en sens inverse, dans le sens de l'opportunisme. On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, social-démocrates, que notre parti *considère* la religion comme une affaire privée, que pour nous, social-démocrates, pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever résolument contre lui, non sous forme de polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels, l'a fait sous la forme d'une déclaration qu'il a soulignée à dessein, disant que la social-démocratie considère la religion comme une affaire privée *en face de l'Etat*, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier.

Tel est le côté extérieur de l'histoire des déclarations de Marx et d'Engels en matière de religion. Pour ceux qui traitent le marxisme par-dessous la jambe, pour ceux qui ne savent ou ne veulent pas réfléchir, cette histoire est un nœud d'absurdes contradictions et d'hésitations du marxisme : une sorte de macédoine, si vous voulez savoir, d'athéisme « conséquent » et de « complaisances » pour la religion, une sorte de flottement « sans principes » entre la guerre révolutionnaire contre Dieu et le désir peureux de « se mettre à la portée » des ouvriers croyants, la crainte de les heurter, etc. Dans la littérature des phraseurs anarchistes, on peut trouver nombre de réquisitoires de ce genre contre le marxisme.

Mais quiconque est tant soit pou capable d'envisager le marxisme de façon sérieuse, de méditer ses principes philosophiques et l'expérience de la social-démocratie internationale, verra aisément que la tactique du marxisme à l'égard de la religion est profondément conséquente et mûrement réfléchie par Marx et Engels ; que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des flottements n'est que la résultante directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une grosse erreur de croire que la « modération » apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites « tactiques », comme le désir de « ne pas heurter », etc. Au contraire, la ligne politique du marxisme, dans cette question également, est indissolublement liée à ses principes philosophiques.

Le marxisme est un matérialisme. A ce titre il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII^e siècle ou le matérialisme de Feuerbach. Voilà qui est indéniable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes et Feuerbach en ce qu'il applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au domaine des sciences sociales. Nous devons combattre la religion ; c'est l'a b c de *tout* le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit : il faut *savoir* lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon *matérialiste* la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite ; on ne doit pas l'y réduire ; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans ? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale. Les marxistes disent : c'est faux. Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout *sociales*. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. « La peur a créé les dieux. » La peur devant la force

³ F. Engels : « *Le programme des émigrés blanquistes de la Commune* ».

⁴ Voir F. Engels : Introduction à « *La guerre civile en France* ».

aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine « subite », « inattendue », « accidentelle », qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les *racines* de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le bain capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces *racines* de la religion, contre le *règne du capital* sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile ? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la social-démocratie doit être *subordonnée* à sa tâche fondamentale, à savoir : au développement de la lutte de classe des *masses* exploitées contre les exploités.

Un homme qui n'a pas médité sur les fondements du matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels, peut ne pas comprendre (ou du moins peut ne pas comprendre du premier coup) cette thèse. Comment cela ? Subordonner la propagande idéologique, la diffusion de certaines idées, la lutte contre un ennemi de la culture et du progrès qui sévit depuis des millénaires (à savoir la religion), à la lutte de classe, c'est-à-dire à la lutte pour des objectifs pratiques déterminés dans le domaine économique et politique ?

Cette objection est du nombre de celles que l'on fait couramment au marxisme ; elles témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique marxiste. La contradiction qui trouble ceux qui font ces objections n'est autre que la vivante contradiction de la réalité vivante, c'est-à-dire une contradiction dialectique non verbale, ni inventée. Séparer par une barrière absolue, infranchissable, la propagande théorique de l'athéisme, c'est-à-dire la destruction des croyances religieuses chez certaines couches du prolétariat d'avec le succès, la marche, les conditions de la lutte de classe de ces couches, c'est raisonner sur un mode qui n'est pas dialectique ; c'est faire une barrière absolue de ce qui est une barrière mobile, relative, c'est rompre violemment ce qui est indissolublement lié dans la réalité vivante. Prenons un exemple. Le prolétariat d'une région ou d'une branche d'industrie est formé, disons, d'une couche de social-démocrates assez conscients qui sont, bien entendu, athées, et d'ouvriers assez arriérés ayant encore des attaches au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'église ou même soumis à l'influence directe du prêtre de l'endroit qui, admettons, a entrepris de fonder une association ouvrière chrétienne. Supposons encore que la lutte économique dans cette localité ait abouti à la grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue banal de la crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment, et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme *ferait le jeu* du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non-grévistes par la division en croyants et incroyants. L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix, aiderait en fait les papes et la bourgeoisie (comme du reste les anarchistes aident toujours, *en fait*, la bourgeoisie). Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours identique à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte, de classe *réellement* en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout. Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation concrète ; il doit savoir toujours trouver le point d'équilibre entre l'anarchisme et l'opportunisme (cet équilibre est relatif, souple, variable, mais il existe), ne tomber ni dans le « révolutionnarisme » abstrait, verbal et pratiquement vide de l'anarchiste, ni dans le philistinisme et l'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui redoute la lutte contre la religion, oublie la mission qui lui incombe dans ce domaine, s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte de classe, mais d'un mesquin et misérable petit calcul : ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes : « Vivre et laisser vivre les autres », etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant l'attitude de la social-démocratie envers la religion. Par exemple, on pose souvent la question de savoir si un prêtre peut être membre du parti social-démocrate. A cette question, on répond d'ordinaire par l'affirmative, sans réserve aucune, en invoquant l'expérience des partis social-démocrates européens. Mais cette expérience est née non seulement de l'application du marxisme au mouvement ouvrier, mais aussi des conditions historiques particulières de l'Occident, inexistantes en Russie (nous parlons plus bas de ces conditions), de sorte qu'ici une réponse absolument affirmative est fautive. On ne saurait une fois pour toutes, et quelles que soient les conditions, proclamer que les prêtres ne peuvent être membres du parti social-démocrate, mais on ne saurait davantage une fois pour toutes, faire jouer l'inverse. Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement ; quant à faire subir à ses membres un examen pour savoir s'il y a chez eux absence de contradiction entre leurs opinions et le programme du parti, une organisation politique ne peut s'y livrer. Mais il va de soi qu'un cas analogue ne pourrait être qu'une rare exception même en Europe ; en Russie, à plus forte raison, il est tout à fait improbable. Et si, par exemple, un prêtre entrait au parti social-démocrate et engageait à l'intérieur de ce parti, comme action principale et presque exclusive, la propagande active de conceptions religieuses, le parti devrait nécessairement l'exclure de son sein. Nous devons non seulement admettre, mais travailler à attirer au parti social-démocrate tous les ouvriers qui conservent encore la foi en Dieu ; nous sommes absolument contre la moindre injure à leurs convictions religieuses, mais nous les attirons pour les éduquer dans l'esprit de notre programme, et non pour qu'ils combattent activement ce dernier. Nous autorisons à l'intérieur du parti la liberté d'opinion, mais seulement dans certaines limites, déterminées par la

liberté de tendances : nous ne sommes pas tenus de marcher la main dans la main avec les propagateurs actifs de points de vue écartés par la majorité du parti.

Autre exemple : peut-on condamner à titre égal et en tout état de cause, les membres du parti social-démocrate, pour avoir déclaré : « Le socialisme est ma religion » et pour avoir diffusé des points de vue conformes à cette déclaration ? Non. L'écart à l'égard du marxisme (et, partant, du socialisme) est ici incontestable, mais la portée de cet écart, son importance relative peuvent différer suivant les conditions. Si l'agitateur ou l'homme qui intervient devant la masse ouvrière s'exprime ainsi pour être mieux compris, pour amorcer son exposé, pour souligner avec plus de réalité ses opinions dans les termes les plus accessibles pour la masse inculte, c'est une chose. Si un écrivain commence à prêcher la « construction de Dieu » ou le socialisme constructeur de Dieu (dans le sens, par exemple, de nos Lounatcharski et consorts) c'en est une autre. Autant la condamnation, dans le premier cas, pourrait être une chicane ou même une atteinte déplacée à la liberté d'agitation, à la liberté des méthodes « pédagogiques », autant, dans le second cas, la condamnation par le parti est indispensable et obligatoire. La thèse « le socialisme est une religion » est pour les uns une forme de transition de la religion au socialisme, pour les autres, *du* socialisme à la religion.

Passons maintenant aux conditions qui ont donné lieu, en Occident, à l'interprétation opportuniste de la thèse « la religion est une affaire privée ». Evidemment, il y a là l'influence de causes générales qui enfantent l'opportunisme en général, comme de sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier à des avantages momentanés. Le parti du prolétariat exige que *l'Etat* proclame la religion affaire privée, sans pour cela le moins du monde considérer comme une « affaire privée » la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc. Les opportunistes déforment les choses de façon à faire croire que le parti *social-démocrate* tenait la religion pour une affaire privée !

Mais outre la déformation opportuniste ordinaire (qui n'a, pas du tout été élucidée dans les débats suscités par notre groupe parlementaire autour de l'intervention sur la religion), il est des conditions historiques particulières qui ont provoqué actuellement l'indifférence, si l'on peut dire, excessive, des social-démocrates européens envers la question de la religion. Ces conditions sont de deux ordres. En premier lieu, la lutte contre la religion est la tâche historique de la bourgeoisie révolutionnaire ; et, en Occident, la démocratie bourgeoise, à l'époque de ses révolutions ou de ses attaques contre le féodalisme et les pratiques moyenâgeuses, a pour une bonne part rempli (ou tente de remplir) cette tâche. En France comme en Allemagne il y a une tradition de guerre bourgeoise contre la religion, engagée bien avant le socialisme (encyclopédistes, Feuerbach). En Russie, conformément aux conditions de notre révolution démocratique bourgeoise, cette tâche échoit presque entièrement elle aussi à la classe ouvrière. A cet égard, la démocratie petite-bourgeoise (populiste), chez nous, n'a pas fait beaucoup trop (comme le pensent les néo-cadets Cent-Noirs ou les Cent-Noirs cadets des *Vékhi*⁵), mais *trop peu* comparativement à l'Europe.

D'un autre côté, la tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a créé en Europe une *déformation* spécifiquement bourgeoise de cette guerre par l'anarchisme, qui, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois expliqué, s'en tient à la conception bourgeoise du monde malgré toute la « rage » de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut entre autres, l'élève de Dühring) et consorts en Allemagne, les anarchistes de 1880 et des années suivantes en Autriche, ont poussé jusqu'au *nec plus ultra* la phrase révolutionnaire dans la lutte contre la religion. Rien d'étonnant que maintenant les social-démocrates européens *prennent le contre-pied* des anarchistes. Cela se comprend et c'est légitime dans une certaine mesure ; mais nous autres, social-démocrates russes, ne devons pas oublier les conditions historiques particulières de l'Occident.

En second lieu, en Occident, *après* la fin des révolutions bourgeoises nationales, *après* l'institution d'une liberté plus ou moins complète de conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été, historiquement, refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouvernements bourgeois ont essayé à *dessein* de détourner du socialisme l'attention des masses en organisant une « croisade » pseudo-libérale contre le cléricalisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricalisme en France ont revêtu un caractère identique. L'anticléricalisme bourgeois, comme moyen de détourner l'attention des masses ouvrières du socialisme, voilà ce qui, en Occident, a précédé la diffusion, parmi les social-démocrates, de leur actuelle « indifférence » envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricalisme bourgeois et bismarckien, les social-démocrates devaient opposer précisément la *subordination* de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme.

En Russie, les conditions sont tout autres. Le prolétariat est le chef de notre révolution démocratique bourgeoise. Son parti doit être le chef idéologique de la lutte contre toutes les pratiques moyenâgeuses, y compris la vieille religion officielle et toutes les tentatives de la rénover ou de lui donner une assise nouvelle, différente, etc. C'est pourquoi, si Engels corrigeait, en termes relativement doux, l'opportunisme des social-démocrates allemands - qui substituaient à la revendication du parti ouvrier exigeant que *l'Etat* proclamât que la religion est une affaire privée, la *proclamation* de la religion comme affaire privée pour les social-démocrates eux-mêmes et pour le parti social-démocrate, on conçoit que la reprise de cette déformation allemande par les opportunistes russes aurait mérité une condamnation *cent fois plus* violente de la part d'Engels.

⁵ « *Vékhi* » [Jalons], recueil édité par les cadets à Moscou à partir du printemps de 1909 ; il comprenait des articles de Berdiaev, Boulgakov, Strouvé, Herschensohn et autres représentants de la bourgeoisie libérale. Dans ces articles consacrés aux intellectuels russes, les auteurs tentaient de discréditer les traditions démocratiques révolutionnaires du mouvement de libération du peuple russe telles que les avaient fondées Biéliniski, Tchernychevski, Dobrolioubov, Pissarev ; ils dénigraient le mouvement révolutionnaire de 1905 et remerciaient le gouvernement tsariste d'avoir sauvé la bourgeoisie « de la fureur du peuple grâce à ses baïonnettes et à ses prisons ». Lénine a donné une analyse critique, assortie d'un jugement politique, de ce recueil des cadets Cent-Noirs, dans son article « A propos des *Vékhi* » (*Œuvres*, 4^e éd. russe, t. 16, pp. 106-114).

En proclamant du haut de la tribune parlementaire que la religion est l'opium du peuple, notre fraction a agi de façon parfaitement juste ; elle a créé de la sorte un précédent qui doit servir de base à toutes les interventions des social-démocrates russes sur la question de la religion. Fallait-il aller plus loin et développer plus à fond les conclusions athées ? Nous ne le croyons pas. Car cela menacerait de porter le parti politique du prolétariat à exagérer la lutte contre la religion ; cela conduirait à effacer la ligne de démarcation entre la lutte bourgeoise et la lutte socialiste contre la religion. La première tâche, dont la fraction social-démocrate à la Douma Cent-Noirs devait s'acquitter a été remplie avec honneur.

La deuxième, et à peu de chose près la plus importante pour la social-démocratie, était d'expliquer le rôle social joué par l'Eglise et le clergé comme soutiens du gouvernement ultra-réactionnaire et de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière ; elle aussi a été accomplie avec honneur. Certes, il y a encore beaucoup à dire sur ce sujet, et les interventions ultérieures des social-démocrates sauront trouver de quoi compléter le discours du camarade Sourkov ; mais il n'en reste pas moins que son discours a été excellent et sa diffusion par toutes les organisations qui le composent est du ressort direct de notre parti.

La troisième tâche consistait à expliquer de la façon la plus précise le sens *exact* de la thèse si souvent dénaturée par les opportunistes allemands : « proclamation de la religion affaire privée ». Cela, le camarade Sourkov ne l'a malheureusement pas fait. C'est d'autant plus regrettable que dans son activité précédente, la fraction avait déjà laissé passer l'erreur commise dans cette question par le camarade Béloousov⁶, erreur qui a été relevée en son temps par le *Prolétari*⁷. Les débats au sein du groupe montrent que la discussion sur l'athéisme a masqué à ses regards la nécessité d'exposer exactement la fameuse revendication qui veut que la religion soit proclamée affaire privée. Nous n'allons pas imputer cette erreur de toute la fraction au seul camarade Sourkov. Au contraire. Nous reconnaissons franchement que la faute est imputable à tout notre parti, qui n'avait pas suffisamment élucidé cette question, qui n'avait pas suffisamment fait pénétrer dans la conscience des social-démocrates la portée de la remarque faite par Engels à l'adresse des opportunistes allemands. Les débats au sein de la fraction prouvent que c'était justement un manque de compréhension et non point l'absence du désir de tenir compte de la doctrine de Marx. Nous sommes sûrs que l'erreur sera redressée au cours des prochaines interventions du groupe.

Dans l'ensemble le discours du camarade Sourkov, nous insistons là-dessus, est excellent et doit être répandu par toutes les organisations. La discussion de ce discours, au sein du groupe, a montré qu'il s'acquittait consciencieusement de son devoir social-démocrate. Il reste à souhaiter que les comptes rendus des débats à l'intérieur de la fraction paraissent plus souvent dans la presse du parti pour rapprocher la fraction de ce dernier, pour montrer au parti le dur travail fait par la fraction dans son propre sein pour que l'unité idéologique s'établisse dans l'activité du parti et de son groupe parlementaire.

⁶ L'erreur du député Béloousov consistait en ce que, lors de la discussion du budget du Synode à la séance de la III^e Douma du 22 mars (4 avril) 1908 il avait déposé une proposition de passage au point suivant de l'ordre du jour, reconnaissant dans la religion « l'affaire privée de chaque personne privée ». L'insuffisance de cette formule avait été relevée dans l'éditorial du n^o 28 du *Prolétari* du 2 (15) avril 1908.

⁷ *Prolétari*, organe central du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (bolchévik), fut publié à partir de mai 1905 en vertu d'une décision du III^e congrès du Parti jusqu'en novembre 1909. Il cessa de paraître lors de la tentative de réunification de la social-démocratie russe.

Note de lecture

« PORTRAIT DU DECOLONISE » PAR ALBERT MEMMI (GALLIMARD)

UN CONSTAT TERRIBLE SUR LES MEFAITS DE L'IMPERIALISME DANS LE « TIERS-MONDE »

Note liminaire : A l'occasion du 50^e anniversaire de la plupart des « indépendances » de nombreux pays en 1960, dont 17 africains parmi lesquels 14 ex-colonies françaises, nous publions la note de lecture ci-dessous écrite en 2004 à l'occasion de la sortie du livre d'Albert Memmi, *Portrait du décolonisé*, et dont nous ne changeons pas un mot car les questions qui y sont abordées restent d'une actualité brûlante.

Le supplément hebdomadaire en français du grand quotidien égyptien *Al Ahram* n^o du 10 mars 2010 rappelle à ce sujet le triste bilan de la « décolonisation » : « manque de démocratie, inefficacité des institutions données dès le départ, indépendances de pure forme, problème lancinant de l'eau, croissance jugulée par la pauvreté », elle-même causée par le pillage de ces pays toujours plus dépendants à l'égard de l'impérialisme. Et les éditorialistes de l'hebdomadaire cairote qui citent le livre d'un confrère français, Antoine Glaser (« La France dirigeait, écrit ce dernier – et dirige toujours, pouvons-nous ajouter – ces pays comme des néo-colonies »), de noter : « En 2007, le très critiqué « discours de Dakar du président Nicolas Sarkozy a mis en lumière le ressentiment d'une partie des Africains à l'égard de l'ex-puissance coloniale ».

Voici donc bien des célébrations peu réjouissantes pour les peuples opprimés quoiqu'« indépendants », et toutes à la gloire des potentats locaux et de leurs maîtres dirigeants impérialistes. Une situation qui s'aggrave d'année en année et fort bien diagnostiquée par l'écrivain Albert Memmi dans ses ouvrages. (B.D.)

Albert Memmi, essayiste, romancier, juif natif de Tunisie et qui se considère, à juste titre, comme un « indigène » de ce pays, vient de publier, près d'un demi-siècle après la formation des Etats indépendants du Maghreb et d'Afrique noire, un petit livre, *Portrait du décolonisé*, (Editions Gallimard, 2004) qui a l'avantage de mettre l'accent sur les vrais problèmes qui se posent aujourd'hui à ce que l'auteur, faute d'un terme plus adéquat, nomme « le tiers monde » et qui demeurent des pays soumis à l'exploitation de différents impérialismes.

Ce petit livre, qui fait en quelque sorte pendant au *Portrait du colonisé*, publié par Memmi en 1957, est un constat sans concessions des maux qui ravagent les sociétés « décolonisées », lesquelles s'enfoncent inexorablement et sans perspective d'en sortir, dans une crise économique, sociale, culturelle, morale aussi, d'une profondeur confinant à la barbarie.

L'auteur relève les traits communs à la plupart de ces Etats : pauvreté, corruption des élites au pouvoir, tyrannies de toutes sortes (religieuse, militaire), léthargie culturelle, violence permanente faite aux masses, faute de libertés démocratiques. Bref, il décrit avec précision, et sans rien dissimuler, des « sociétés malades » « perpétuant la loi de la jungle ».

La seconde partie du livre dresse un portrait de l'émigré fuyant une société pour la libération de laquelle il a souvent combattu. Il décrit sa difficile « intégration » à la société bourgeoise en Europe (en France essentiellement) et l'analyste apporte d'utiles précisions sur la façon dont la jeunesse issue de cette émigration (les beurs, les jeunes noirs) vivent, plutôt mal, leur situation de semi-parias. Il fustige la solidarité des classes exploiteuses d'Europe et du monde arabe par exemple et dresse un réquisitoire impitoyable de la situation actuelle des masses « décolonisées » livrées à la misère, à l'exploitation dans ce « tiers monde » dont les aspirations sont constamment bafouées en Europe, où ils restent émigrés et marginalisés.

Quelles solutions apporter à tant de drames existant à des

millions d'exemplaires, du Caire, New Delhi et Lagos à Londres, de Dakar, Abidjan et Alger à Paris ? C'est ici que l'auteur s'interroge, à juste titre d'ailleurs, sur les solutions à apporter. Et de condamner sans faiblesse les bourgeoisies-croupion des pays « indépendants » et le régime capitaliste sur lequel elles s'appuient contre leurs propres masses. On pourrait imaginer qu'Albert Memmi, dont l'honnêteté intellectuelle ne saurait être mise en doute et qui se place du côté des misérables des 20^e et 21^e siècles, ouvre une perspective de combat contre ce même régime capitaliste.

Mais c'est là que le bât blesse. L'auteur, qui est avant tout un sociologue et regarde la réalité sordide de ces sociétés du point de vue de Sirius, résume sa pensée en ces quelques mots : « *Or les deux grandes idéologies qui ont occupé les esprits et influé sur les conduites, le christianisme et le marxisme, sont moribondes* ».

On pourrait croire que Memmi confond marxisme et stalinisme. Mais il va plus loin et écrit : « *On se demande, comme pour les chrétiens, si les marxistes croient encore en un avenir propre. D'où l'effondrement des partis communistes et l'utopique résurrection des trotskistes, cette avant-garde archaïque sinon rétrograde* ».

Comme beaucoup de critiques pertinents de la société capitaliste actuelle, Memmi touche souvent juste. Mais il s'interdit d'utiliser les armes théoriques permettant de comprendre comment les contradictions et l'apparent blocage social politique peuvent être dénoués. Il faudrait pour cela qu'il puisse tirer un bilan du stalinisme et de son ombre portée jusque dans les rangs de ceux qui se réclament frauduleusement du trotskisme (LCR, LO, PT⁹). Il nous faudrait un « portrait du stalinien » et du « centriste » de toute obéissance qui gravite autour des appareils et tourne le dos au mouvement des masses laissé sans direction, c'est à dire sous le contrôle des appareils contre-révolutionnaires.

⁹ Devenus depuis respectivement le NPA, LO toujours et le POI.

D.M., octobre 2004.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme (CPFC).

NOM : Prénom :

Adresse :

E-mail (facultatif) :

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse qui me sera indiquée en contactant le mél suivant : ccit@cci-t.org

Le CCI(T) publie un programme d'action

Eléments d'un Programme d'action

**POUR LA DEFENSE DES TRAVAILLEURS !
POUR LA MOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIERE
DANS L'UNITE !
POUR LA GREVE GENERALE !
POUR CHASSER SARKOZY
ET LE GOUVERNEMENT DES CAPITALISTES !
POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !**



Janvier-février 2009, la grève générale en Guadeloupe dans l'unité de toutes les organisations

Eléments d'un programme d'action proposé par le CCI(T) à tous les travailleurs, organisés ou non, et aux militants et organisations se réclamant de la révolution prolétarienne.

En vente auprès des militants du CCI(T) ou en prenant contact sur notre site : Site : <http://cci-t.org/>

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.